

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

INSTRUCTION N° 602/DEF/EMAT/BSI N° 6602/DEF/DCG/EGP

relative au maintien en condition de l'infrastructure de l'armée de terre.

Du 1er juillet 2001

DIRECTION CENTRALE DU GÉNIE : *sous-direction études générales-pilotage ; bureau réglementation générale.*

INSTRUCTION N° 602/DEF/EMAT/BSI N° 6602/DEF/DCG/EGP relative au maintien en condition de l'infrastructure de l'armée de terre.

Du 1^{er} juillet 2001

NOR D E F T 0 1 5 2 1 2 5 J

Références :

1. Décret 2000-288 du 30 mars 2000 (BOC, p. 2012).
2. Décret 2000-289 du 30 mars 2000 (BOC, p. 2015).
3. Décret 2000-559 du 21 juin 2000 (BOC, p. 2875).
4. Instruction 1750 /DEF/EMAT/BOE/ES/213 du 06 juillet 2000 (BOC, p. 3739).
5. Circulaire 385 /DEF/EMAT/LOG/DL du 22 février 2001 (BOC, p. 1731).

Pièce(s) Jointe(s) :

Dix annexes et quatre appendices.

Modifié par :

Erratum du 17 octobre 2001 (BOC, p. 5530).
Instruction 1513 /DEF/EMAT/BSI/PIL - 10869/DEF/DCG/EGP du 10 décembre 2002 (BOC, 2003, p. 1031).

Textes abrogés :

Instruction 1476 /DEF/EMAT/BSI - 5221/DEF/DCG/TEG du 03 août 1982 (BOC, p. 3807).
Instruction 600 /DEF/EMAT/BSI - 1970/DEF/DCG/EJTA du 23 mars 1983 (BOC, p. 2005).
Instruction 601 /DEF/EMAT/BSI - 1971/DEF/DCG/EJTA du 06 mars 1991 (BOC, p. 1848) et son modificatif du 11 avril 1994 (BOC, p. 2202).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 508-241.

Référence de publication : BOC, 2001, p. 5095.

SOMMAIRE

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. Objet de l'instruction.

1.2. Champ d'application.

1.3. Politique immobilière.

2. DÉFINITION DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE. (1)

2.1. Définition générale.

2.2. Typologie.

3. ATTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTS ACTEURS DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE.

3.1. Le niveau central.

3.2. Le niveau régional.

3.3. Le niveau local.

4. ORGANISATION DU SOUTIEN DE PROXIMITÉ.

4.1. Organisation du soutien de proximité.

4.2. Rôle du service local d'infrastructure.

4.3. Subordination du personnel armant le service local d'infrastructure.

4.4. Fourniture des moyens nécessaires au service local d'infrastructure.

5. LA MAINTENANCE COURANTE DE L'INFRASTRUCTURE.

5.1. Travaux et prestations constitutifs de la maintenance courante dévolue à l'occupant.

5.2. Personnel assurant la maintenance courante de l'infrastructure.

5.3. Ressources budgétaires affectées à la maintenance courante.

5.4. Matériels nécessaires à la maintenance courante.

5.5. Les modalités d'approvisionnement en matériaux.

6. MAINTENANCE SPÉCIALISÉE DE L'INFRASTRUCTURE.

6.1. Travaux et prestations constitutifs de la maintenance spécialisée dévolue au service du génie.

6.2. Procédure et calendrier d'élaboration du programme triennal de maintenance spécialisée.

6.3. Compte rendu d'exécution de la maintenance spécialisée.

7. COORDINATION ET CONTRÔLE DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE.

7.1. Généralités.

7.2. Coordination des actions entre les formations et le service du génie.

7.3. Inspections.

7.4. Surveillance administrative et technique.

7.5. Contrôle du maintien en condition de l'infrastructure.

8. TEXTES ABROGÉS.

ANNEXE I. LISTE NON EXHAUSTIVE DES OPÉRATIONS RELEVANT DE LA MAINTENANCE COURANTE ET/OU DE LA MAINTENANCE SPÉCIALISÉE.

ANNEXE II. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES DE TIR.

ANNEXE III.

ANNEXE IV.

ANNEXE V.

ANNEXE VI. MAINTENANCE SPÉCIALISÉE.

ANNEXE VII. ENREGISTREMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE COURANTE.

ANNEXE VIII. DISPOSITIONS PROPRES À CERTAINS IMMEUBLES.

ANNEXE IX. DOCUMENTATION À DÉTENIR PAR LES FORMATIONS.

ANNEXE X. CONDITIONS D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION DANS LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, À DJIBOUTI ET AU SÉNÉGAL.

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. **Objet de l'instruction.**

La présente instruction vise à définir et à préciser :

- les opérations à réaliser afin d'assurer le maintien en condition de l'infrastructure de l'armée de terre ;
- les attributions respectives des différents acteurs de ce maintien en condition ;
- l'organisation du soutien de proximité mis en place dans ce cadre ;
- les modalités de programmation, de financement, d'exécution, de coordination et de contrôle de ces opérations.

1.2. **Champ d'application.**

Les dispositions de la présente instruction s'appliquent à l'ensemble de l'infrastructure de l'armée de terre implantée en France métropolitaine ainsi que sur le territoire des forces françaises et élément civil stationnés en Allemagne (*FFECSA*). Elles sont également applicables à l'infrastructure des formations stationnées dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) ainsi qu'aux formations des forces françaises stationnées à Djibouti et au Sénégal dans les conditions définies dans l'annexe X. Elles ne sont pas applicables à l'infrastructure des forces engagées en opération extérieure (*OPEX*), qui est régie par d instructions ou des textes particuliers.

1.3. **Politique immobilière.**

La politique immobilière de l'armée de terre vise à créer ou adapter les infrastructures aux besoins évolutifs des formations.

Elle se concrétise par la réalisation, d'une part, d'opérations domaniales (acquisitions, aliénations...), d'autre part, d'investissements immobiliers (constructions, restructuration...).

Elle trouve son prolongement dans l'exécution d'opérations de maintenance visant à préserver et à conserver le potentiel des infrastructures mises à la disposition des formations.

La cohérence et la complémentarité des actions caractérisent cette politique globale. Chaque opération d'infrastructure, relevant des investissements immobiliers ou de la maintenance, doit être mise en perspective afin de garantir à la fois sa pertinence en regard du besoin, sa faisabilité en regard des ressources financières et humaines disponibles et sa réalisation en temps opportun.

2. DÉFINITION DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE. (1)

2.1. Définition générale.

Le maintien en condition de l'infrastructure regroupe l'ensemble des actes préventifs ou curatifs qui concourent au maintien, à la restauration ou à l'amélioration des fonctions assurées par les ouvrages ou équipements techniques d'infrastructure.

Dans ce cadre, les opérations de maintien en condition ont pour objet :

- de prévenir les dommages et dégradations des installations et, le cas échéant, d'y remédier, pour permettre l'utilisation des installations dans les conditions conformes à leur destination et à la réglementation ;
- d'adapter les installations existantes dans le but, d'une part, d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel, d'autre part, de les mettre en conformité en regard de l'évolution des réglementations régissant notamment l'hygiène et la sécurité du travail (2).

Ces opérations, qui présentent en général un caractère systématique et continu, ne modifient pas de façon substantielle l'existant. Elles n'ont pas pour finalité d'accroître la valeur du patrimoine foncier et immobilier :

- quantitativement, par création de superficies supplémentaires (construction, agrandissement, extension...) ;
- qualitativement, notamment par restructuration ou reconstruction d'un immeuble dont l'usage ou les fonctionnalités sont appelées à changer.

Elles se distinguent, en cela, des opérations d'investissement qui présentent un caractère ponctuel et qui sont destinées à réaliser une infrastructure nouvelle (construction) ou à modifier de façon significative une infrastructure existante (restructuration...) afin, soit de répondre à un besoin nouveau, soit de moderniser substantiellement le mode de satisfaction d'un besoin.

2.2. Typologie.

Les prestations et les travaux qui concourent au maintien en condition de l'infrastructure sont les suivants :

- la surveillance qui vise à déceler les anomalies, détériorations ou dégradations des installations ;
- la sauvegarde qui vise à prévenir les sinistres et à prendre les mesures d'urgence qui s'imposent en cas de survenance d'un sinistre ;
- l'entretien courant qui, au travers d'opérations d'une relative simplicité et d'un coût limité, vise à prévenir ou corriger les dégradations résultant de l'utilisation des infrastructures et des installations ou du vieillissement de certains de leurs composants ;
- l'entretien spécialisé qui, au travers d'opérations d'un coût généralement plus élevé et/ou d'un degré de technicité supérieur aux précédentes, vise à maintenir ou rétablir l'infrastructure et les installations en parfait état de conservation et de fonctionnement ;

- les travaux d'adaptation mineurs qui ont pour but, sans modifier de façon substantielle les installations existantes, soit d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel, soit de mettre ces infrastructures et installations en conformité avec les nouvelles normes.

Le maintien en condition comprend deux niveaux différents d'intervention :

- la maintenance courante ⁽³⁾ qui incombe aux formations ;
- la maintenance spécialisée ⁽⁴⁾ qui incombe au service du génie,

dont les modalités d'organisation et de fonctionnement sont précisées aux points 5 et 6.

L'annexe I précise, par grand domaine d'application, la nature des travaux et prestations devant être réalisés au titre respectivement de la maintenance courante, à la charge de l'occupant, et de la maintenance spécialisée, à la charge du service local d'infrastructure. Elle précise également la périodicité de ces travaux ainsi que ceux d'entre eux qui peuvent et, le cas échéant, doivent obligatoirement faire l'objet d'un contrat. Les modalités particulières d'entretien des champs de tir ainsi que des stands de tir sont précisées dans l'annexe II.

3. ATTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTS ACTEURS DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE.

3.1. Le niveau central.

3.1.1. *Chef d'état-major de l'armée de terre.*

Le général chef d'état-major de l'armée de terre est responsable du maintien en condition de l'infrastructure dont l'armée de terre est attributaire.

À ce titre, il :

- définit la politique du maintien en condition de l'infrastructure de l'armée de terre en précisant notamment les objectifs et priorités retenus à son niveau ;
- propose au ministre les programmes financiers correspondants et en suit la réalisation ;
- assure le gouvernorat des crédits de maintien en condition de l'infrastructure et décide, sur proposition de la direction centrale du génie, de la répartition globale par région terre des crédits de maintenance spécialisée ;
- tient le général directeur central du génie et les commandants de régions terre informés de tout élément susceptible d'avoir des répercussions sur le maintien en condition de l'infrastructure ;
- se fait rendre compte des résultats et des difficultés rencontrées.

3.1.2. *Directeur central du génie.*

Le général directeur central du génie :

- conseille le général chef d'état-major de l'armée de terre pour l'élaboration et la conduite de la politique globale de maintien en condition de l'infrastructure ;
- élabore, à l'intention des directeurs régionaux du génie et en regard de la politique globale de maintien en condition arrêtée par le général chef d'état-major de l'armée de terre, les directives techniques nécessaires à la conduite de la maintenance spécialisée ;

- élabore les règles techniques et les normes à appliquer en matière de maintien en condition de l'infrastructure ;
- propose, au général chef d'état-major de l'armée de terre, la répartition entre les régions terre des crédits de maintenance spécialisée de l'infrastructure ;
- assure la gestion des crédits de maintenance spécialisée et procède, à ce titre, à la répartition globale par direction régionale du génie des crédits de maintenance spécialisée ;
- participe à la préparation et à l'exécution des dépenses de maintenance spécialisée ;
- rend compte, au général chef d'état-major de l'armée de terre, des dispositions générales arrêtées par ses soins pour atteindre les objectifs fixés ainsi que du degré d'atteinte de ces objectifs.

3.2. Le niveau régional.

3.2.1. Le général commandant la région terre.

Le général commandant la région terre, gouverneur de crédit délégué pour les crédits de maintenance spécialisée, est responsable au niveau de la région terre du maintien en condition de l'infrastructure des formations placées sous son autorité. À ce titre il :

- oriente l'action du directeur régional du génie par une directive annuelle précisant notamment, pour toute la période couverte par la programmation (5), les axes d'efforts et les priorités à retenir en matière de maintenance spécialisée mais également, le cas échéant, les formations et/ou immeubles au profit desquels des dispositions particulières lui paraissent s'imposer, notamment pour des raisons conjoncturelles ;
- fait connaître au directeur régional du génie les déficiences marquantes relevées, en particulier lors de ses revues, visites, ou contrôles ;
- approuve le programme triennal de la maintenance spécialisée qui lui est soumis par le directeur régional du génie et qui est élaboré et actualisé, chaque année, dans le cadre de l'enveloppe globale allouée à la région terre par le général chef d'état-major de l'armée de terre ;
- tient informé le directeur régional du génie des évolutions susceptibles d'influer sur la programmation des opérations de maintenance spécialisée (opérations domaniales envisagées, projets de modification du plan de stationnement, intentions d'investissement sur le titre V...).

Responsable de la surveillance administrative et technique pour les formations qui lui sont organiquement rattachées, le général commandant la région terre peut, dans le domaine de la maintenance courante de l'infrastructure, déléguer l'exercice de cette surveillance administrative et technique au directeur régional du génie.

Le général commandant la région terre est chargé, en tant que centre de responsabilité supérieure, de l'élaboration (6) des enveloppes, du suivi de gestion et du contrôle du budget de fonctionnement et, à ce titre, des crédits affectés à la maintenance courante des infrastructures de l'ensemble des formations des forces stationnées et états-majors projetables stationnés sur son territoire.

Le directeur régional du génie peut lui apporter son expertise afin de définir les éventuelles variations de charge à consentir au profit des formations qui lui sont subordonnées (vétusté des installations, augmentation de la surface hors œuvre développée...).

De plus, dans le cadre du droit et devoir d'en connaître, il est obligatoirement informé par le commandement de la formation de l'armée de terre, le commandement de la doctrine et de l'enseignement supérieur et les directions régionales des services des crédits dévolus à la maintenance courante des infrastructures des

formations et organismes placés sous leur autorité. Le cas échéant, il peut demander à ces différents centres de responsabilité supérieure de réévaluer le montant de ces crédits.

Assumant la responsabilité de l'organisation du soutien local et s'appuyant dans le domaine du maintien en condition de l'infrastructure, sur le directeur régional du génie, le commandant de la région terre :

- élabore, en liaison étroite avec le directeur régional du génie, un plan de rattachement zonal selon un maillage obéissant, en premier lieu, à une logique géographique de proximité. Ce plan définit, en particulier, les formations supports chargées d'assurer en tout ou partie, au profit de formations abonnées colocalisées ou non, la maintenance courante des immeubles ;
- approuve les protocoles qui définissent, le cas échéant, le soutien des formations ou organismes qui, bien que n'appartenant pas à l'armée de terre, bénéficient de soutiens particuliers et sont, à ce titre, inclus dans le plan de rattachement en tant que formations abonnées ;
- approuve les consignes permanentes d'exécution du soutien élaborées en liaison avec l'ensemble des acteurs du soutien local. Celles-ci définissent notamment dans quelle mesure et selon quelles modalités pratiques la maintenance courante des formations abonnées peut être assurée, en tout ou partie, par la formation support ;
- s'assure de la qualité du soutien apporté aux formations abonnées, d'une part, par les formations supports, d'autre part, par les services locaux d'infrastructure ;
- veille au respect des dispositions réglementaires et des protocoles régissant le soutien de proximité et arbitre, le cas échéant, les litiges et différends susceptibles d'apparaître, d'une part, entre les formations supports et les formations abonnées, d'autre part, entre les formations supports et les établissements du génie de rattachement.

3.2.2. *Le directeur régional du génie.*

À partir des besoins exprimés par les directeurs des établissements du génie, le directeur régional du génie élabore, selon le modèle donné en annexe III, le projet de programme triennal de la maintenance spécialisée qu'il soumet pour approbation au commandant de la région terre auquel il propose les objectifs et priorités à retenir.

Dans le cas exceptionnel où une divergence majeure apparaît entre les directives du général commandant la région terre et les dispositions proposées par le directeur régional du génie, il appartient à ce dernier de faire connaître au général directeur central du génie les considérations fondant ce désaccord (sécurité des biens et des personnes, impératifs techniques...). La direction centrale du génie, après vérification du bien-fondé de ces considérations, soumet, le cas échéant, le dossier pour décision à l'état-major de l'armée de terre.

Le directeur régional du génie conduit le programme de maintenance spécialisée, en fonction des directives techniques du directeur central du génie et de la directive annuelle du commandant de la région terre et contrôle l'exécution de ce programme par les établissements du génie placés sous son autorité. Il fait connaître, à la direction centrale du génie, le volume des crédits qui doivent être mis en place par anticipation afin de permettre, le plus tôt possible en début d'année, l'engagement des travaux de maintenance spécialisée.

Il demande, au général commandant de la région terre, les crédits nécessaires pour satisfaire des besoins non programmés et, le plus souvent, urgents résultant généralement d'aléas météorologiques majeurs.

Il rend compte annuellement, selon le modèle donné en annexe IV, au général commandant la région terre, avec copie à la direction centrale du génie, de l'exécution de la maintenance spécialisée.

Il peut, par délégation du général commandant la région terre, exercer la surveillance administrative et technique des formations. À ce titre, il procède aux actes de vérification et de contrôle nécessaires et rend compte au général commandant la région terre, autant que de besoin, et à l'occasion d'un rapport annuel, des

opérations menées, des constats effectués et des mesures correctives préconisées.

Il tient, en permanence, le général commandant la région terre informé de tous les événements susceptibles d'affecter l'état général des infrastructures. À ce titre, il peut lui apporter son expertise pour la détermination des variations de charge relatives aux crédits affectés, au sein des budgets de fonctionnement des formations, à la maintenance courante.

3.3. Le niveau local.

3.3.1. Le chef de corps. (7)

Le chef de corps a en charge, conjointement avec le service du génie, le maintien en condition des immeubles dont sa formation est occupant désigné.

Dans ce cadre :

- il s'assure que les installations sont aménagées et utilisées de manière à garantir la sécurité du personnel et le respect des règles d'hygiène. À cet égard, il veille avec, si nécessaire, l'assistance du service du génie, à la réalisation des visites et contrôles périodiques et à la mise en œuvre, le cas échéant, des mesures correctives correspondantes relevant de sa responsabilité ;
- il est responsable de la maintenance courante pour laquelle il élabore, en fonction des ressources humaines et financières dont il dispose, une programmation biennale, définissant des objectifs et des priorités d'action.

3.3.2. Le directeur de l'établissement du génie.

Le directeur de l'établissement du génie exerce, sur la zone géographique qui lui est impartie, la surveillance générale de l'infrastructure. Il est en charge, conjointement avec les formations, auxquelles il apporte une assistance générale et permanente, du maintien en condition de l'infrastructure.

Il élabore et adresse, annuellement, au directeur régional du génie le projet de programme triennal de maintenance spécialisée.

Ce projet, articulé en deux volets, comprend :

- la liste des opérations d'entretien spécialisé (8), individualisées et priorisées, ainsi que l'évaluation de l'enveloppe globale destinée à faire face aux travaux urgents non programmés ;
- la liste des travaux d'adaptation mineurs, individualisés et priorisés, ressortissant de la compétence du service du génie (9).

Il engage, dans la limite des crédits qui lui sont sous délégués et sous le contrôle du directeur régional du génie, les opérations de maintenance spécialisée prévues par le programme triennal approuvé par le commandant de la région terre. Il lui appartient, dans le cas de travaux et dépenses imprévus, de provoquer auprès du directeur régional du génie l'attribution des crédits nécessaires.

Il fait réaliser, dans la limite des crédits en place, les travaux de maintenance spécialisée par le service local d'infrastructure et s'assure de leur bonne exécution.

Il rend compte au directeur régional du génie de l'utilisation des crédits de maintenance spécialisée par rapport au programme approuvé par le général commandant la région terre (10).

4. ORGANISATION DU SOUTIEN DE PROXIMITÉ.

4.1. Organisation du soutien de proximité.

Compte tenu des élongations résultant du stationnement des formations de l'armée de terre sur la zone d'action des établissements du génie, des éléments de ceux-ci ⁽¹¹⁾ sont géographiquement délocalisés au sein de formations de l'armée de terre et notamment au sein de celles chargées, en tant que formation support, d'une mission de soutien zonal en matière d'infrastructure. Ces services locaux d'infrastructure assurent ainsi le soutien de proximité infrastructure de l'ensemble des formations de l'armée de terre ⁽¹²⁾ inscrites sur le plan de rattachement approuvé par le général commandant la région terre.

Les modalités pratiques d'intégration des services locaux d'infrastructure au sein des formations d'accueil sont définies par un protocole élaboré selon le protocole cadre défini par l'annexe V.

4.2. Rôle du service local d'infrastructure.

Le rôle et les interventions du service local d'infrastructure sont à situer dans le cadre général des actions de l'établissement du génie auquel il appartient. À ce titre, il établit, en particulier, le projet de programmation des opérations de rénovation. Il bénéficie de toutes les compétences administrative, juridique, technique et financière de l'établissement du génie et a accès à l'ensemble de la documentation indispensable à l'exercice de son métier.

En charge, au plus près du terrain, de la maintenance spécialisée, et participant, à la surveillance de l'infrastructure selon des modalités détaillées au point 6.1, le service local d'infrastructure apporte aux formations de l'armée de terre ⁽¹³⁾, au titre du soutien de proximité, une assistance générale administrative, technique, financière et juridique, notamment dans les domaines suivants :

Schéma directeur d'infrastructure.

En aidant la formation à exprimer ses besoins, que ce soit à l'occasion de la création du schéma directeur ou de son actualisation.

Opérations d'investissement.

En conseillant la formation dans l'élaboration des fiches d'expression des besoins ⁽¹⁴⁾ rédigées en termes d'objectifs et d'effets à atteindre. Cette assistance peut aller, si le chef de corps l'estime opportun, jusqu'à la rédaction du projet de fiche d'expression des besoins qui sera soumis, en tout état de cause, à la décision du chef de corps. Le service local d'infrastructure, cependant, ne peut, en aucun cas, ni se substituer à la formation, ni même la représenter dans les différentes commissions militaires chargées d'examiner les fiches d'expression des besoins, études de faisabilité, programmes et avant-projets ⁽¹⁵⁾.

En tenant le chef de corps informé :

- du déroulement des travaux en cours ;
- du calendrier des travaux à venir.

Maintenance courante.

En conseillant le chef de corps dans la détermination des travaux d'amélioration mineurs à réaliser dans les domaines techniques touchant notamment à l'hygiène et la sécurité des personnes.

En conseillant la formation dans la passation des contrats d'exploitation ou d'entretien ⁽¹⁶⁾.

En apportant, à la formation, son assistance et son expertise en vue notamment du respect des règles administratives qui encadrent la consultation des entreprises.

En conseillant, au plan technique, la formation pour la réalisation des travaux par ses moyens organiques ou par des entreprises extérieures agissant dans le cadre d'une commande passée par la formation. Cette assistance ne peut, en aucun cas, se traduire par la subordination des moyens organiques de la formation au

service local d'infrastructure ni par la substitution de ce dernier à la formation dans les rapports contractuels qui l'unissent aux entreprises qu'elle commande.

Protection de l'environnement.

En assistant la formation dans la constitution et le suivi des dossiers relatifs :

- aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à la loi sur l'eau ;
- aux eaux destinées à la consommation humaine ;
- aux dépollutions ;
- aux mesures de protection de la nature.

4.3. Subordination du personnel armant le service local d'infrastructure.

Le personnel du service local d'infrastructure est hiérarchiquement subordonné au directeur de l'établissement du génie d'appartenance ⁽¹⁷⁾. Le chef du service local d'infrastructure fait l'objet d'un intercalaire de notation établi par le chef de corps de la formation support dans lequel il est implanté. Ce dernier s'entoure, autant que de besoin, de l'avis des commandants des formations abonnées.

4.4. Fourniture des moyens nécessaires au service local d'infrastructure.

Appartenant à l'établissement du génie, le service local d'infrastructure est soutenu par ce dernier pour tout ce qui a trait directement à l'exercice de sa mission (moyens informatiques et téléphoniques, frais de déplacement, repas de service, véhicule ⁽¹⁸⁾, carburant...).

La formation dans lequel il se trouve implanté met à sa disposition les locaux qui lui sont nécessaires et assure son soutien dans tous les autres domaines (soutien de l'homme, entretien courant, nettoyage et chauffage des locaux, entretien du véhicule...).

Le service local d'infrastructure est connecté au réseau du « système automatisé des formations » (*SAF*) de la formation de rattachement et a accès au « module infra » ⁽¹⁹⁾ du *SAF*. Il communique, par ce réseau, avec l'établissement du génie et par défaut, par tout autre moyen de transmissions de données (INTRANET...).

5. LA MAINTENANCE COURANTE DE L'INFRASTRUCTURE.

5.1. Travaux et prestations constitutifs de la maintenance courante dévolue à l'occupant.

En charge de la maintenance courante, la formation, dans le cadre de l'exécution des prestations correspondantes, ne peut modifier la destination générale d'un bâtiment ou l'emploi des locaux ⁽²⁰⁾ qu'à titre exceptionnel, après avis du service et génie et avec l'autorisation préalable du général commandant la région terre.

5.1.1. La surveillance.

Visant à déceler les anomalies, détériorations, dégradations affectant un immeuble ou menaçant d'affecter un immeuble, elle consiste pour la formation :

- à effectuer ou faire effectuer les visites périodiques nécessaires, destinées notamment à assurer la sécurité des personnes ;
- à constater et à signaler au service du génie toute anomalie avérée ou potentielle.

Cette surveillance continue des composants bâtis et des installations (21) ne nécessite, en règle générale, ni investigation ni connaissance technique particulière. Toutefois, certaines visites périodiques doivent être obligatoirement confiées à des entreprises extérieures titulaires, le cas échéant, de l'habilitation ou de l'agrément prévu par la réglementation.

Une vigilance toute particulière doit être portée sur les infrastructures et installations récemment livrées (22) afin de signaler au service local d'infrastructure, dans les meilleurs délais possibles, les désordres affectant éventuellement ces infrastructures et cela afin de permettre au service du génie de mettre en œuvre la garantie de parfait achèvement (23).

5.1.2. *La sauvegarde.*

Il appartient à la formation d'organiser la prévention des sinistres (incendies, dégâts des eaux...) et, le cas échéant, de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent afin de protéger les personnes et de limiter l'ampleur des dégâts occasionnés aux infrastructures.

5.1.3. *L'entretien courant.*

Réalisé sous la forme de travaux ou de prestations d'une relative simplicité technique, l'entretien courant vise à prévenir ou corriger les effets du vieillissement des infrastructures ainsi que des dégradations, éventuellement volontaires, résultant de l'utilisation normale et, le cas échéant, anormale des installations.

Les travaux d'entretien courant peuvent être soit réalisés par les moyens organiques des formations (24) soit confiés à des entreprises extérieures.

Les opérations d'entretien courant doivent être conduites conformément aux notices et guides techniques (25) remis à l'utilisateur par le service du génie à l'occasion de la livraison des installations.

Le suivi et le maintien en condition de certaines installations techniques liées à l'infrastructure (tels qu'installations électriques, chaufferies, cabines de peinture, citernes fixes, monte-charge, appareil de levage et de manutention, installations de production d'énergie...) font l'objet de prescriptions particulières.

Certains travaux ou prestations (visites techniques ou contrôles), touchant notamment à la sécurité des installations, nécessitent réglementairement le recours à des intervenants extérieurs spécialisés ou à du personnel du service du génie dûment habilité. Dans le premier cas, leur exécution relève alors de contrats ou de conventions à l'élaboration desquels le service local infrastructure peut apporter une assistance technique et administrative.

Lorsqu'une habilitation particulière est nécessaire pour intervenir dans une entreprise dont l'accès est réglementé, il appartient à la formation, occupant désigné pour cet immeuble, de faire habilitier, selon les procédures réglementaires, l'entreprise appelée à effectuer des travaux dans l'enceinte.

Lorsqu'elles sont exécutées par les moyens organiques des formations, les opérations d'entretien courant ne peuvent intervenir à une hauteur supérieure à quatre mètres (26). Elles sont réalisées avec de l'outillage à main courant ou, le cas échéant, avec les machines outils installées dans l'atelier de casernement et ne nécessitent ni qualification particulière, ni démontage complexe, ni installations lourdes, ni équipements de chantier spécifiques.

Lorsqu'il est fait recours à une entreprise extérieure, le montant des opérations d'entretien courant ne peut, compte tenu de leur nature, excéder :

- 30 000 euros *HT* pour des marchés de travaux ;
- 45 000 euros *HT* pour des contrats d'entretien ou de maintenance.

Les travaux d'entretien courant comportent également :

- la tenue des registres de sécurité intéressant certains équipements spécifiques ;
- l'entretien des espaces verts ;
- les tâches générales de propreté.

5.1.4. *Les travaux d'adaptation mineurs.*

Les travaux d'adaptation mineurs qui ont pour but, sans modifier de façon substantielle les installations, soit d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel, soit de mettre en conformité les infrastructures et installations avec une nouvelle norme sont à la charge de l'occupant dès lors qu'ils ne nécessitent pas de technicité particulière.

Compte tenu de leur nature, le montant de ces travaux, lorsqu'il est fait appel à une entreprise extérieure, ne peut excéder 30 000 euros.

La détermination des travaux d'adaptation mineurs pouvant ou devant être réalisés par la formation, au titre de la maintenance courante, ou par le service local d'infrastructure, au titre de la maintenance spécialisée, intervient à l'occasion de la réunion annuelle d'harmonisation.

5.2. Personnel assurant la maintenance courante de l'infrastructure.

5.2.1. *Généralités.*

L'organisation et le dimensionnement des structures dédiées à la maintenance courante de l'infrastructure sont fonction, d'une part, de la nature de la formation ⁽²⁷⁾ et notamment de son caractère projetable ou non, d'autre part, d'un ensemble de critères techniques liés directement aux infrastructures à entretenir dont les principaux sont :

- le nombre des emprises à entretenir ;
- les elongations existant entre les différentes emprises ;
- les surfaces bâties et non bâties ;
- la vétusté des infrastructures...

Les régiments des forces disposent d'une section de maintenance de l'infrastructure, les autres formations disposent de moyens adaptés : équipes de casernement, groupes de casernement, services d'infrastructure...

5.2.2. *Complémentarités des actions.*

En principe, les moyens organiques des formations n'ont à réaliser que les opérations relevant de la maintenance courante.

Toutefois, l'optimisation des moyens humains et le souci de satisfaire, au plus vite, les besoins de la formation peuvent, à titre exceptionnel, conduire à faire réaliser par les moyens organiques de la formation, lorsque ceux-ci disposent des moyens et des compétences techniques requises, des opérations relevant de la maintenance spécialisée.

Les moyens de la formation sont alors employés par le service local d'infrastructure au même titre qu'une entreprise extérieure.

L'emploi des moyens des formations par le service local d'infrastructure est strictement subordonné à l'accord des deux chefs de corps concernés et régi par un protocole particulier.

5.2.3. Structure type pour les régiments des forces projetables.

La section de maintenance de l'infrastructure type se compose :

- d'un groupe commandement commandé par un sous-officier ayant le brevet supérieur de technicien de l'armée de terre (*BSTAT*) maintenance de l'infrastructure ;
- d'un groupe projetable comportant un sous-officier ayant le *BSTAT* maintenance de l'infrastructure et quatre engagés volontaires de l'armée de terre (*EVAT*) spécialistes dans certains corps d'État du bâtiment (électricité, menuiserie, plomberie, peinture) ;
- d'un groupe casernement comportant un sous-officier ayant le brevet de spécialiste de l'armée de terre (*BSAT*) maintenance de l'infrastructure et une dizaine d'ouvriers du bâtiment (28).

5.2.4. Attributions du chef de la section de maintenance de l'infrastructure.

Le chef de la section de maintenance de l'infrastructure est placé sous l'autorité et la responsabilité du directeur des services administratifs et financiers de la formation et remplit les fonctions d'officier chargé du casernement (29).

Pouvant, à tout moment, bénéficier de l'assistance et de l'expertise du chef du service local d'infrastructure auquel il n'est cependant rattaché par aucun lien de subordination, il est notamment chargé :

- d'organiser et de diriger les ateliers constitués par la formation pour l'exécution des travaux de maintenance courante en assurant, notamment, l'élaboration des consignes d'utilisation et d'emploi des matériaux et matériels réalisés au profit de sa section et la surveillance comptable et physique de ceux-ci ;
- de faire effectuer les travaux de maintenance courante, soit en régie, par les moyens organiques de la formation, soit en ayant recours aux entreprises. Dans ce dernier cas, il lui appartient de préparer les commandes des travaux ainsi que les projets de contrats de maintenance ou d'exploitation et les projets de conventions en soumettant ces derniers, le cas échéant, à l'avis technique obligatoire du service local d'infrastructure ;
- de faire appliquer les règles d'hygiène et de sécurité du travail même lorsque les travaux sont exécutés par l'entreprise ;
- de réceptionner les travaux que la formation a commandés aux entreprises, avec, si nécessaire, l'aide du service du génie ou d'un organisme qualifié ;
- de fournir au trésorier, à l'officier chargé du matériel et au commissaire les éléments nécessaires à la tenue de la comptabilité dont ils sont chargés au titre du budget de fonctionnement ;
- d'élaborer la partie relative à la maintenance de l'infrastructure entrant dans le budget de fonctionnement du corps, notamment pour la détermination des travaux à envisager et de leurs lieux d'exécution ainsi que pour l'estimation des coûts qui doivent en résulter ;
- d'établir, au profit du service local d'infrastructure, les comptes rendus des travaux effectués pour permettre la mise à jour des bases de données ;
- d'effectuer le suivi des consommations d'énergie des différents équipements et installations et de signaler, au plus tôt, les anomalies au service du génie.

5.3. Ressources budgétaires affectées à la maintenance courante.

Les formations, écoles et établissements s'administrant comme tels et ayant la charge d'assurer la maintenance courante de l'infrastructure qu'ils occupent ou qui leur est rattachée disposent à cet effet de ressources en deniers.

Les ressources sont mises en place et gérées dans le cadre du budget de fonctionnement ou de gestion, selon les procédures définies dans les instructions d'application des règlements sur l'administration et la comptabilité intérieure des corps de troupe ou des formations en budget de gestion.

5.3.1. Programmation des travaux.

Afin d'optimiser l'emploi tant des ressources budgétaires que de la section de maintenance de l'infrastructure, la réalisation des travaux ou prestations de maintenance courante doit faire l'objet d'une programmation biennale et cela que la formation soit dotée d'un budget de fonctionnement ou d'un budget de gestion.

Divers éléments sont à prendre en considération par le commandant de formation pour arrêter ses axes d'effort et priorités, notamment le caractère obligatoire de certains travaux, l'urgence objective qui s'attache à la réalisation de chacune des opérations recensées mais également le coût unitaire de ces opérations. Le programme sur deux ans doit donc faire l'objet d'une estimation financière. Sur demande du chef de corps, le service local d'infrastructure peut apporter son concours à la détermination de ces axes d'effort ainsi qu'à l'évaluation du coût des différentes opérations envisagées.

Après recensement des besoins et coordination avec l'établissement du génie de rattachement, les travaux envisagés sont classés par année de réalisation selon l'ordre de priorité suivant :

Priorité 1.

Travaux absolument indispensables, dont l'exécution (ou la périodicité d'exécution) ne souffre aucun retard (ex. : travaux de sécurité, visite initiale ou périodique de conformité).

Priorité 2.

Travaux nécessaires, mais dont la réalisation peut être différée ou la périodicité diminuée sans mettre en cause la conservation en état de l'installation ou de l'immeuble (ex. : réfection des peintures intérieures).

5.3.2. Élaboration du budget annuel.

Le budget de fonctionnement de chaque formation est géré de manière globale et couvre à la fois des dépenses de fonctionnement et d'activités ⁽³⁰⁾. Les programmes prévisionnels, établis chaque année pour déterminer les objectifs physiques à atteindre et les ressources à y consacrer, doivent en conséquence inclure les prestations relevant de la maintenance courante.

Pour les formations dotées d'un budget de gestion, les ressources sont mises en place et gérées selon des modalités définies par des instructions particulières. Lorsque les objectifs et axes d'effort ont été déterminés, avec l'assistance du service local d'infrastructure, ce programme prévisionnel arrêté par le chef de corps est adressé au centre de responsabilité supérieure compétent.

Les axes d'efforts étant fixés dans le cadre de la programmation biennale, le programme annuel prévisionnel est établi sur la base d'une ressource déterminée à partir de la surface hors œuvre développée active en distinguant deux types d'objectifs dans les différentes fonctions et réalisations :

- les objectifs d'entretien courant dont relèvent, en règle générale, les opérations classées parmi les priorités 1 ;
- les objectifs des travaux d'adaptation mineurs qui, en règle générale, sont affectés de la priorité 2 ⁽³¹⁾.

Dans le cadre de l'exécution du budget annuel, des travaux classés en priorité 2 pourront être décalés pour permettre la réalisation de travaux urgents mais non programmés.

5.4. Matériels nécessaires à la maintenance courante.

5.4.1. Nature des équipements.

Le niveau des travaux réalisés par le corps n'implique pas nécessairement l'usage de matériels complexes et coûteux, de rendement élevé (à l'exception des matériels importants d'entretien des espaces verts qui font l'objet de directives particulières). Les équipements sont donc, pour l'essentiel, constitués par les lots de profession et les outillages communs de dotation, approvisionnés par la direction centrale du matériel de l'armée de terre. Ils peuvent être complétés, en fonction des besoins particuliers, par des outillages spécifiques, des appareils de mesure et des machines-outils portables à réaliser dans le secteur commercial.

5.4.2. Acquisitions d'équipements complémentaires.

Le cas échéant, les équipements complémentaires sont réalisés, dans le strict respect des réglementations en vigueur, à partir du budget de fonctionnement ou du budget de gestion. Ces équipements doivent être adaptés aux besoins et doivent être conformes aux normes et aux règles en vigueur.

Les dépenses d'entretien des équipements particuliers réalisés dans le secteur commercial sont supportées par le budget de fonctionnement ou le budget de gestion de la formation.

5.5. Les modalités d'approvisionnement en matériaux.

5.5.1. Détermination des besoins.

Pour reconnaître le volume des besoins et la périodicité optimale des commandes, il est opportun de se référer à la comptabilité de stock et d'emploi des articles les plus courants et de procéder à l'établissement de devis avant de lancer des travaux d'une certaine ampleur.

Il faut toutefois éviter de constituer des réserves excessives qui hypothèquent inutilement les ressources financières et créent un risque de pertes par altération.

5.5.2. Mode d'approvisionnement.

La liste et la périodicité des commandes étant déterminées selon les indications qui précèdent, les matériaux sont achetés par les services administratifs du corps conformément aux règles en vigueur.

Lorsque les moyens humains organiques de la formation sont utilisés, à titre exceptionnel, par le service local d'infrastructure pour la réalisation de travaux relevant de la maintenance spécialisée, les matériaux nécessaires sont fournis par le service du génie et réalisés sur les crédits dévolus à la maintenance spécialisée.

6. MAINTENANCE SPÉCIALISÉE DE L'INFRASTRUCTURE.

6.1. Travaux et prestations constitutifs de la maintenance spécialisée dévolue au service du génie.

L'établissement du génie territorialement compétent est responsable de la conduite de la maintenance spécialisée. Il dispose, à cet effet, de services locaux d'infrastructure implantés dans certaines formations.

Le service local d'infrastructure est chargé, sur le terrain, de la mise en œuvre des opérations de maintenance spécialisée intéressant l'ensemble des formations de l'armée de terre inscrites au plan de rattachement zonal approuvé par la région terre (32).

L'exécution des travaux par entreprise extérieure est normalement assurée au moyen de contrats. Cependant, lors de la réunion d'harmonisation annuelle et dans la mesure où le plan de charge de la section de

maintenance de l'infrastructure le permet, il est procédé à l'examen des opérations de la maintenance spécialisée susceptibles d'être confiés à cette section.

6.1.1. Les missions de surveillance et de suivi de l'infrastructure.

Les missions de surveillance et de suivi de l'infrastructure, exercées de manière continue, portent sur :

- le domaine afin de s'assurer du maintien de son intégrité ;
- le bâti afin de s'assurer de son bon état général et de déceler les signes d'un vieillissement anormal ;
- les infrastructures ayant fait l'objet de travaux afin, le cas échéant, de pouvoir mettre en œuvre la garantie de parfait achèvement et la garantie décennale.

Le suivi de l'infrastructure se traduit également par :

- la tenue et la mise à jour des dossiers d'immeubles ;
- l'établissement et l'envoi à l'établissement du génie de rattachement des croquis d'attachement nécessaires à la mise à jour du petit atlas ;
- la fourniture, à l'établissement du génie de rattachement, des fiches de saisie des renseignements indispensables à la mise à jour du système d'aide à la gestion de la ressource immobilière (*SAGRI*) ;
- la tenue, la mise à jour et l'exploitation de l'outil de gestion technique du patrimoine (*PATRI*).

Cette surveillance est réalisée, notamment, à l'occasion des différentes visites effectuées, au minimum :

- annuellement par le directeur de l'établissement du génie ;
- trimestriellement par le chef du service local d'infrastructure.

6.1.2. L'entretien spécialisé.

L'entretien spécialisé, au travers d'opérations d'un coût généralement plus élevé ⁽³³⁾ et/ou d'un degré de technicité supérieur aux opérations d'entretien courant, vise à maintenir ou rétablir l'infrastructure et les installations en parfait état de conservation et de fonctionnement.

À la charge administrative, technique et financière de l'établissement du génie, il comprend l'ensemble des visites techniques, travaux et prestations dont l'importance ou le degré de technicité est tel qu'ils ne peuvent être réalisés que sous la responsabilité du service du génie.

6.1.3. Les travaux d'adaptation mineurs.

Les travaux d'adaptation mineurs qui de, par leur coût ⁽³⁴⁾ et/ou leur degré de technicité ne peuvent être réalisés au titre de la maintenance courante, sont à la charge du service du génie. Ils sont financés sur l'enveloppe destinée à la maintenance spécialisée et peuvent inclure des travaux qui nécessitent, pour leur réalisation, une modification de l'assiette de casernement ⁽³⁵⁾.

Ces travaux d'adaptation mineurs sont réalisés en vue soit :

- d'une mise en conformité des infrastructures ou installations avec la réglementation existante ;
- d'une amélioration des locaux existants ou d'une répartition plus judicieuse de ceux-ci afin de permettre notamment, un meilleur fonctionnement des corps et services occupants.

6.1.4. L'initiative des travaux.

Dans certaines circonstances, le service du génie peut être amené à engager, de sa propre initiative, la réalisation de travaux non programmés à partir des enveloppes définies, à cet effet, par la région terre et gérées au niveau de la direction régionale du génie.

Tel est, notamment, le cas des travaux :

- dont la nécessité et l'urgence sont révélés à l'occasion de visites ou inspections, périodiques ou inopinées, lorsque celles-ci conduisent, en particulier, à un constat de carence ou d'insuffisance engageant la sécurité des personnes ;
- consécutifs à un aléa majeur (tempête, incendie, inondation...) ;
- indispensables au maintien de la fonctionnalité des infrastructures et équipements techniques...

6.2. Procédure et calendrier d'élaboration du programme triennal de maintenance spécialisée.

La procédure et le calendrier d'élaboration du programme triennal de la maintenance spécialisée sont précisées par l'annexe VI.

Ce programme triennal traduit la prise en compte par le directeur régional du génie des directives reçues, d'une part, du directeur central du génie, d'autre part, du général commandant la région terre.

6.3. Compte rendu d'exécution de la maintenance spécialisée.

En fin d'exercice, et au plus tard, avant le 1^{er} avril de l'année qui suit, le directeur régional du génie rend compte au général commandant la région terre, avec copie au général directeur central du génie, des résultats obtenus en matière de maintenance spécialisée. Il porte à sa connaissance tous les éléments devant, selon son analyse, être pris en considération à l'occasion de l'élaboration des directives régionales.

7. COORDINATION ET CONTRÔLE DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE.

7.1. Généralités.

Les réunions, revues, inspections et visites prescrites par le commandement et le service du génie permettent aux autorités concernées de vérifier, d'une part, la qualité de la coordination des actions conduites par les formations et le service du génie, d'autre part la bonne exécution des travaux et dépenses de maintien en condition de l'infrastructure et l'utilisation réglementaire des immeubles militaires.

7.2. Coordination des actions entre les formations et le service du génie.

La cohérence et la complémentarité des actions de maintien en condition et d'investissement immobilier sur un même immeuble impliquent une coordination des actions de la formation et de celles du service du génie.

Cette coordination s'inscrit dans le cadre du schéma directeur approuvé de la formation, des directives de la région terre et dans celui des ressources allouées.

Elle se déroule à l'occasion d'une réunion annuelle d'harmonisation (*RAH*), propre à chaque formation formant corps ⁽³⁶⁾, présidée conjointement par le chef de corps de la formation et par le directeur de l'établissement du génie.

Organisée entre le mois de septembre de l'année N — 1 et le mois de mars de l'année N, la réunion annuelle d'harmonisation doit permettre au génie et à la formation support :

- de dresser le constat de l'ensemble des travaux réalisés au cours de l'année N — 1 (investissement, maintenance spécialisée, maintenance courante) en regard des prévisions ;
- d'établir un bilan de l'état de conservation et d'entretien des ouvrages et installations et des besoins à satisfaire en la matière ;
- de présenter les prévisions de travaux d'investissement pour les années N et N + 1 ;
- de mettre en cohérence, pour les mêmes années et en regard du schéma directeur approuvé, d'une part, les travaux d'investissements prévus, d'autre part, la programmation des travaux de maintenance spécialisée et de maintenance courante ;
- de préciser les modalités d'exécution des travaux de maintien en condition de l'infrastructure (entretien courant, entretien spécialisé, travaux d'adaptation mineurs), en fonction du degré de technicité requis, des crédits alloués à chaque partie et du plan de charge respectif des moyens organiques de la formation et du service local d'infrastructure.

La réunion annuelle d'harmonisation est, en outre, l'occasion de :

- de recenser les moyens dont dispose, d'une part, le corps (personnel, matériel, crédits...) et, d'autre part, le service local d'infrastructure (personnel, locaux, véhicule, matériels, crédits) ;
- d'inventorier les actions à conduire (formation continue, réalisation de matériel...) afin de pallier les éventuelles insuffisances constatées dans ce domaine.

En dernier lieu, la réunion annuelle d'harmonisation permet :

- de faire le point des procédures domaniales engagées et, le cas échéant, des dossiers en cours dans le domaine de l'urbanisme et de l'environnement ;
- d'examiner les rapports de visites périodiques, d'inspections ou de contrôle (surveillance administrative et technique, protection contre l'incendie, prévention...) et de vérifier que leurs préconisations ont bien été prises en compte ;
- d'examiner le degré d'avancement des opérations inscrites au schéma directeur approuvé.

Le compte rendu de cette réunion est rédigé par le service local d'infrastructure puis adressé, après accord du commandant de la formation, à l'établissement du génie qui le transmet à la direction régionale du génie. Cette dernière l'adresse, à titre de compte rendu, à la région terre.

7.3. Inspections.

L'inspection de l'armée de terre est habilitée à porter un jugement sur l'infrastructure confiée aux corps, établissements ou organismes inspectés. Elle peut, à sa demande, se faire assister au cours de l'inspection par le représentant local du service du génie. Ce dernier fournit tous les éléments techniques d'appréciation. Les résultats de ces inspections sont mentionnés dans le rapport d'inspection du corps, de l'établissement ou de l'organisme et adressés au général chef d'état-major de l'armée de terre qui juge des suites à donner aux observations formulées.

7.4. Surveillance administrative et technique.

La surveillance administrative et la surveillance technique ont, dans le domaine du maintien en condition de l'infrastructure, pour objet de s'assurer que les besoins des formations sont satisfaits conformément aux lois et règlements ainsi qu'aux directives du commandement.

Elles consistent à vérifier l'efficacité, l'opportunité et la régularité des actes d'administration et de gestion (emploi des crédits mis à la disposition des formations, respect des règles techniques dans la réalisation des travaux commandés ou effectués par les formations...).

Elle permettent d'apprécier les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre pour les atteindre.

7.4.1. Surveillance administrative et technique en matière de maintenance courante.

La surveillance administrative et technique des formations organiquement rattachées à une région terre relève de la responsabilité du général commandant la région terre qui peut en déléguer l'exercice au directeur régional du génie.

7.4.2. Surveillance administrative et technique en matière de maintenance spécialisée.

La surveillance administrative et technique des formations du service du génie relève, dans le domaine de la maintenance spécialisée, du général directeur central du génie. Celui-ci, s'agissant de la surveillance administrative et technique des établissements du génie, peut en déléguer l'exercice au directeur régional du génie.

7.5. Contrôle du maintien en condition de l'infrastructure.

Le contrôle du maintien en condition de l'infrastructure des formations est effectué par le général commandant la région terre, en liaison avec le directeur régional du génie, à l'occasion d'une revue bisannuelle de casernement.

Exploitant notamment les conclusions d'une visite de surveillance administrative et technique effectuée préalablement, elle a pour objet, après une visite détaillée des installations de la formation considérée de :

- faire un point de situation exhaustif de l'état du patrimoine et des travaux de toute nature réalisés ;
- mettre à jour le schéma directeur ou d'en lancer la révision ;
- confirmer ou de modifier les priorités à retenir et les efforts à consentir en matière d'investissement et de maintien en condition ;
- faire un bilan de la situation domaniale (baux, autorisation ou convention d'occupation temporaire...) ainsi qu'en matière d'urbanisme ou de protection de l'environnement.

Cette réunion fait l'objet, après avis du directeur régional du génie, d'un relevé de décision du général commandant la région terre.

8. TEXTES ABROGÉS.

Les textes suivants sont abrogés, pour la métropole et les *FFECSA*, à compter du 1^{er} janvier 2002 et, pour les départements et territoires d'outre-mer, à compter du 1^{er} janvier 2003 :

- instruction n° 1476/DEF/EMAT/BSI - 5221/DEF/DCG/T/EG du 3 août 1982 sur les attributions du commandement et du service du génie dans l'entretien des immeubles ;
- instruction n° 600/DEF/EMAT/BSI - 1970/DEF/DCG/EJTA du 23 mars 1983 relative à l'entretien locatif des immeubles de l'armée de terre ;
- Instruction provisoire n° 601/DEF/EMAT/BSI du 6 mars 1991 relative aux travaux et autres prestations d'infrastructure à la charge des occupants des immeubles de l'armée de terre bénéficiant de l'extension de la gestion décentralisée en matière d'infrastructure.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général d'armée, chef d'état-major de l'armée de terre,

Yves CRENE.

Le général, directeur central du génie,

Marcel FRANÇOISE.

-
- (1) Au sens de l'article 3 du décret n° 2000-288 cité en première référence : l'infrastructure est constituée par l'ensemble des immeubles bâtis ou non, appartenant au domaine public ou privé de l'État, et affectés au ministère, pris à bail ou occupés par lui à un titre quelconque.
- (2) Travaux dits d'adaptation mineurs.
- (3) Surveillance, sauvegarde, entretien courant et travaux d'adaptation mineurs.
- (4) Surveillance, entretien spécialisé et travaux d'adaptation mineurs.
- (5) Programmation triennale.
- (6) Préparation et détermination.
- (7) Commandant de formation, directeur ou chef d'établissement.
- (8) D'un montant inférieur, sauf cas exceptionnel, à 90 000 euros HT.
- (9) Opérations dont le montant unitaire est compris entre 30 000 et 90 000 euros HT.
- (10) Une instruction d'application précise les modalités d'élaboration des comptes rendus spécifiques internes au service du génie (synthèse des travaux par domaines d'application, statistiques...).
- (11) Dénommés « service local d'infrastructure » dans le corps de cette instruction.
- (12) Le cas échéant, formations et organismes extérieurs à l'armée de terre mais bénéficiant d'un soutien particulier et inscrits, à ce titre, au plan de rattachement approuvé par le général commandant la région terre.
- (13) Le cas échéant, formations et organismes extérieurs à l'armée de terre mais bénéficiant d'un soutien particulier et inscrits, à ce titre, au plan de rattachement approuvé par le général commandant la région terre.
- (14) FEB.
- (15) Commissions de maintenance (CMi, CM 1 et CM 2).

- (16) D'un montant unitaire inférieur à 45 000 euros.
- (17) À ce titre, il porte la tenue et les attributs de son arme et de sa formation d'appartenance.
- (18) À partir d'une dotation particulière à réaliser par la région terre.
- (19) Le module infrastructure du SAF est constitué par l'outil de gestion technique de l'infrastructure (PATRI).
- (20) Destination : vocation d'un bâtiment (ex. : bâtiment d'hébergement, cerclemess, poste de commandement, installations sportives, atelier...) ; emploi usage fait d'un immeuble ou d'un local (hébergement sous-officier, salle d'instruction, NTI 1, bureaux...).
- (21) Qui inclut le relevé des compteurs d'eau, d'électricité, de chauffage et de gaz.
- (22) Dans le cadre d'une opération d'investissement ou de maintenance spécialisée.
- (23) Dont la durée est de douze mois pour les opérations d'investissement et de six mois pour les travaux d'entretien.
- (24) Section de maintenance de l'infrastructure, équipes de casernement...
- (25) Lorsque de tels documents existent.
- (26) Les visites et travaux sur les couvertures ou les terrasses inaccessibles sont à la charge du service du génie.
- (27) Régiment des forces, école, base de soutien du matériel, établissement du commissariat...
- (28) EVAT, ouvriers d'État ou ouvriers fonctionnaires.
- (29) Conformément aux dispositions :
- du décret du 08 janvier 1935 (BO/G, p. 107) modifié, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe ;
- de l'arrêté 2100 /DEF/EMAT/EPI/EPO du 18 août 1975 (BOC, p. 3128) modifié, portant règlement du service intérieur de l'armée de terre. Pour les formations ne disposant pas de section maintenance de l'infrastructure, les fonctions d'officier chargé du casernement peuvent être tenu par le chef de l'équipe de casernement ou la personne désignée par le chef de corps.
- (30) Cf. instruction 501 /DEF/EMAT/BPF du 30 août 1994 (BOC, p. 4193) relative à l'application du régime du budget de fonctionnement dans l'armée de terre.
- (31) Les travaux d'adaptation mineurs destinés à mettre en conformité les installations avec les normes en vigueur sont à classer en priorité 1.
- (32) Le cas échéant, formations et organismes extérieurs à l'armée de terre mais bénéficiant d'un soutien particulier et inscrits, à ce titre, au plan de rattachement approuvé par le général commandant la région terre.
- (33) Compris entre 30 000 et 90 000 euros HT.
- (34) Compris entre 30 000 et 90 000 euros HT.
- (35) Surface, contenance et destination des locaux.
- (36) Corps support ou formation abonnée.

ANNEXE I.
**LISTE NON EXHAUSTIVE DES OPÉRATIONS RELEVANT DE LA MAINTENANCE
COURANTE ET/OU DE LA MAINTENANCE SPÉCIALISÉE.**

TABLEAU A.
**TRAVAUX ET PRESTATIONS À LA CHARGE DES OCCUPANTS. POINTS D'APPLICATIONS
DÉTAILLÉS. (TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT.)**

1. VOIRIE, RÉSEAUX DIVERS (VRD).

1.1. Espaces extérieurs, voies de circulation.

Routes, circulations, aires et trottoirs, traités ou non.

Pancartage et signalisation.

Gazons, prairies, massifs de fleurs, arbres, reboisement.

Aires de poser d'hélicoptères.

Voies ferrées, embranchements particuliers.

Ouvrages divers (passage à chars, gués, radiers...).

Aires de bivouacs.

1.2. Protection contre l'intrusion.

Murs de clôtures en maçonnerie, en éléments préfabriqués, grillages en bois, métalliques.

Grilles, grillages et barraudages, portails et portillons, barrières levantes, barrières d'interdiction fixes, herse à commande manuelle, hydraulique ou électrique.

Clôtures électrifiées.

Portes, fenêtres.

Miradors, guérites maçonnées ou métalliques.

Ensemble de détection et/ou de protection périmétrique active contre l'intrusion.

Protection et détection périphérique et intérieure.

1.3. Protection contre l'incendie.

Détections automatiques d'incendie ou de présence de gaz de combustion ou de ville, d'oxygène ou de protoxyde d'azote.

Avertissement, alarme.

Points d'eau naturels et artificiels.

By-pass des compteurs généraux.

Bouches et poteaux d'incendie, robinets d'incendie armés.

Détendeur et bacs de pression, surpresseurs.

Colonnes sèches et humides.

Groupes électrogènes de secours spécialisés.

Panoplies, caisses à sable, coffres à extincteurs.

Dispositifs d'extinction automatique d'incendie.

Exutoires passifs de fumées.

Trappes, volets et clapets coupe-feu ou de désenfumage.

Portes et ouvrages coupe-feu.

Dégagements.

Manches d'évacuation verticale.

Éclairage de sécurité par blocs autonomes ou de panique, lampes à accumulateurs chargés en permanence.

Vérifications périodiques des installations coupe-feu (dans les camps et terrains d'exercice).

État des dépenses annuelles concernant la protection incendie pour l'ensemble du casernement.

1.4. Alimentation en eau.

Captage, forage et pompage, réservoirs d'eau potable.

Canalisations, vannes, robinets, clapets.

Compteurs.

Adoucisseurs d'eau.

Installations de lavage de véhicules et engins.

Installation de traitement de l'eau.

Installations de point de livraison d'eau (by-pass, vannes...).

1.5. Assainissements et protection de l'environnement.

Réseaux d'assainissement (regards, grilles déversoirs...).

Canalisations et accessoires.

Ouvrages de pré-traitement des rejets particuliers. Séparateurs à hydrocarbures.

Stations de relèvement et/ou de traitement des eaux usées, d'incinération des déchets.

Fosses septiques.

Réseau *EU*, *EV*.

Bassins de lagunage.

Installation pour la protection de l'environnement.

1.6. Chauffage, eau chaude sanitaire.

Chaufferies et sous-stations de chauffage.

Chauffage urbain.

Géothermie, pompe à chaleur.

Appareils individuels de chauffage.

Distribution et utilisation du gaz de ville ou liquéfié.

Stockage de combustibles (fuel, gaz, charbon).

Installations intérieures de chauffage statique et/ou électrique.

Chauffage à air chaud.

Production d'eau chaude sanitaire.

Économies d'énergie.

Sécurité.

Installation de chauffage (contrôle, contrats).

Comptage.

1.7. Ventilation, froid, conditionnement d'air.

Installations de ventilation (mécanique et naturelle).

Extraction.

Machines frigorifiques.

Installations de conditionnement d'air.

1.8. Installations électriques.

Postes de livraisons, transformateurs.

Cellules *MT* et *HT*.

Tableaux électriques.

Courants faibles.

Sécurité des travailleurs.

Antennes de radiophonie et de télévision.

Lignes électriques, supports, conducteurs, protection, appareillages, divers...

Appareils d'éclairage intérieur et extérieur.

Paratonnerres.

Installations électriques (vérification périodique).

2. BÂTIMENTS, INSTALLATIONS.

2.1. Bâtiments d'hébergement (MDR et cadres), locaux courants et à usage de bureaux.

Maçonnerie, plâtrerie.

Couverture.

Menuiserie.

Serrurerie, ferronnerie.

Plomberie, sanitaire.

Électricité (voir 1.8).

Peinture, vitrerie.

Taxes diverses.

2.2. Cuisines et leurs dépendances, foyers, mess.

Locaux de préparation et de cuisson. Hottes, filtres et extracteurs, boîtes à graisse et séparateurs de fécule, caniveaux.

Monte-charge et monte-plats.

Chambres froides maçonnées.

Matériels d'équipements livrés par le commissariat.

Appareils vidéo (jeux...).

2.3. Locaux humides et sanitaires.

Locaux humides.

Locaux et appareils sanitaires.

Économies (limitation des consommations).

Cabines et cloisons préfabriquées.

Systèmes de ventilation et d'extraction.

2.4. Installations d'instruction.

Salles de conférences et cinémas.

Bassins de natation et piscines.

Revêtements sportifs spéciaux, extérieurs et intérieurs.

Parcours équipés d'obstacles, tours d'initiation au saut en parachute. Parcours d'obstacle.

Piste d'audace.

Terrains de sports, équipements divers et agrès.

Gymnase.

Locaux à atmosphère viciée.

Cales de franchissement.

2.5. Stands et champs de tir.

Ensemble des bâtiments, locaux et ouvrages.

Pas de tir, sol de la zone de foulée et/ou de la zone dangereuse.

Revêtement en bois et blindages. Isolation acoustique.

Buttes de tir, tranchées des marqueurs, para-dos et cibles (purgés).

Balisage des zones dangereuses, pancartage, signalisation, inscriptions diverses, barrières d'interdiction des chemins.

Équipements spéciaux, cibles télécommandées, téléphone, éclairage, chauffage, ventilation, humidification de la butte.

Alvéoles des cibles mobiles.

Ciné-tir.

Merlonnage.

État chiffré des crédits d'instruction mise en place pour le tir.

Stands de tir civils.

2.6. Installations techniques.

Cabines téléphoniques implantées par les opérateurs.

Stockage d'hydrocarbures et de graisses.

Distributions de carburants.

Dépôts de munitions de garnison.

Ponts-fosses de visite des véhicules et engins.

Dispositifs d'évacuation des gaz brûlés dans les ateliers.

Dispositif de stockage des huiles usagées.

Appareils à pression de gaz.

Installation d'oxygène et d'acétylène.

Salle de charge batteries et chargeurs de batteries.

Aspirateurs de copeaux.

Convoyeurs mécaniques des tours de séchage des parachutes.

Ascenseurs et monte-charge.

Appareils de levage d'infrastructure (ponts roulants, portiques fixes, ponts élévateurs hydrauliques. Tout dispositif de levage ou de manœuvre lié à l'infrastructure mu mécaniquement ou électriquement).

Signalisation de sécurité.

Cage de faraday.

Groupes électrogènes.

Onduleurs.

3. ÉCONOMIES D'ÉNERGIE.

Les points d'application énoncés ci-avant sont d'une manière générale des bâtiments, locaux, équipements ou installations pouvant faire l'objet de visites et d'interventions par des spécialistes de divers corps d'État du bâtiment. Il n'a donc pas été créé de rubrique regroupant l'ensemble des problèmes de gestion de l'énergie.

La recherche d'économies dans ce domaine n'est pas pour autant absente des travaux relevant de l'entretien. Constituant des sous-rubriques particulières aux points 1.4, 1.6 et 2.3, elle est également sous-jacente dans d'autres parties de la liste (notamment aux points 1.8 et 2.2), l'exécution d'une maintenance régulière concourant également au bon rendement des appareils.

TABLEAU B. TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT ET SPÉCIALISÉ. OPÉRATIONS DÉTAILLÉES.

1. VOIRIE, RÉSEAUX DIVERS (VRD)

1.1. Espaces extérieurs, voies de circulation.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Routes, aires et trottoirs traités.	Balayage : curage des caniveaux : désherbage à proximité des revers d'eau des bâtiments.	Selon besoin.	X			
	Déneigement et sablage.	Selon besoin.	X			
	Vidange des décanteurs et paniers des regards d'égout pluvial, curage des fossés et des égouts de raccordement au	Annuel.	X			

	collecteur.					
	Redressement des talus et des accotements.	Selon besoin.	X			
	Redressement des bordures et remplacement des bordures de trottoir et bouchement des flaches de caniveaux ainsi que des nids de poules.	Selon besoin.	X			
	Réparation des couches de roulement.			X		Y compris revêtements spéciaux.
	Création et aménagement y compris travaux annexes (fossés...).			X		
	Entretien et réparation des passages à chars, passages VF sur domaine civil.			X		
Circulation et aires non traitées.	Désherbage, ravivage des saignées d'évacuation des eaux.	Selon besoin.	X			
	Rechargement des ornières flaches et nids de poules.	Selon besoin.	X			
Pancartage, signalisation.	Rescellement ou remplacement de poteaux ; remise en peinture de poteaux, balisés et plaques indicatrices (non émaillées) ; réfection des peintures de signalisation sur chaussée.	Selon besoin.	X			
	Fourniture et pose :					
	— des panneaux de signalisation routière ;		X			
	— de la signalisation horizontale routière ;		X			
	— du pancartage et bornage du domaine militaire ;		X			
	— remplacement de toute signalisation.		X			Visa génie cas limite de propriété.
Gazons.	Tonte, roulage, ratissage, arrachage des plantes sauvages, épandage d'engrais.	Selon besoin.	X			
	Ensemencement.		X			
Prairies.	Fauchage.	Selon besoin.	X			Terrain d'exercice, aires de foulée des champs de tir, merlons.
Arbres et arbustes.	Taille, élagage, coupe reboisement.	Annuelle.	X			Éventuellement à l'entreprise.
	Élagage technique, même si h > 4 m.		X			
	Plantation.		X			Visa du génie si zone naturelle protégée.
			X			Visa génie.

Aires de poser d'hélicoptères.	Cf. ci-dessus « aires » (traitées ou non), entretien, pancartage, signalisation, balisage.					
Voies ferrées.	Nettoyage et désherbage.	Selon besoin.	X			
Embranchements particuliers.	Graissage des coussinets de glissement et de la tringlerie de manœuvre des appareils de voie et de signalisation.		X			
	Remplacement des appareillages, des traverses et ballast.			X		
	Vérification annuelle des voies et appareils de voie.	Annuelle.		X		Par convention.

1.2. Protection contre l'intrusion.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Clôtures en limite de terrain : — en maçonnerie ; — en éléments préfabriqués ; — grillagées ; — en bois ; — métalliques.	Réparations diverses sur tous les éléments constitutifs.	À la demande.	X			
	Remise en peinture.		X			
	Modification.			X		
Grilles, barraudages, portails et portillons.	Lavage complet, graissage des éléments mobiles de quincaillerie et serrurerie.	Trimestre.	X			
Barrières levantes et barrières d'interdiction fixes	Réparations de ferronnerie et retouches de peinture : — remplacement des parties défectueuses ; — mise en place ; — modifications.	À la demande.	X		X Recommandé	
Herses à commande manuelle ou électrique.	Vérification et réparation des dispositifs électroniques et hydrauliques ou pneumatiques.		X		X	
Clôtures électrifiées .	Réparations.			X		
	Désherbage.		X			
Portes, fenêtres.				X		

	Durcissement par blindage.					
	Pose de serrurerie de sécurité.			X		
	Pose de vitrage de sécurité.			X		
Miradors, guérites maçonnées et métalliques.	Entretien de tous les éléments.		X			
	Modification.			X		Éventuellement permis de construire.
Ensemble de détection et de protection périmétrique extérieure.	Désherbage.	Annuel.	X			En se conformant à la notice d'entretien et d'exploitation.
	Faire entretien et réparations.		X		Obligatoire	
Ensemble de détection et protection périphérique et volumétrique intérieure.	Modification.			X		
	Installation d'un système simple.			X	X	Par entreprise.
	Système simple : — bouton d'alarme ; — détecteurs.					
	Entretien.	Annuel ou suivant notice fabricant.	X		X	
Détection automatique de gaz de combustion, d'oxygène, de protoxyde d'azote, de gaz de ville.	Entretien défini par la notice du constructeur.	Semestriel.	X		X	Contrat obligatoire et à soumettre au visa du génie.
	Réparations suite aux diverses visites et contrôles.			X		

1.3. Protection contre l'incendie.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Détection automatique d'incendie.	Vérifier le bon état de la source auxiliaire.	Journée.	X			
	Entretenir les batteries ; procéder à un essai de fonctionnement par zone de détection ; vérifier que les détecteurs ne sont pas masqués aux manifestations d'un incendie.	Mois.	X		X	Contrat obligatoire et à soumettre au visa du génie.
	Réparation suite aux diverses visites de contrôle.		X			Avis génie.
	Vérification.	Semestriel.	X		X	Par organisme agréé.
Avertissement alarme.	Contrôler les dispositifs de diffusion générale de l'alerte.	Semaine.	X		X	Contrat obligatoire et à

	Contrôler le fonctionnement des boutons d'alarme, des téléphones d'alerte et de la sonorisation anti-panique.	Mois.	X		X	soumettre au visa du génie.
	Vérifier l'intensité du signal d'alarme sonore.	Trimestre.	X		X	
	Contrôler les boîtiers d'alarme à bris de glace.	Semestre.	X		X	
	Réparations.		X			Avis génie.
Points d'eau.	Nettoyer l'installation : vérifier la pérennité des pancartes.	Semaine.	X			Maintien de la permanence de
	Procéder à un nettoyage complet.	Semestre.	X			l'accès par temps de gel.
By-pass des compteurs généraux.	Contrôler l'exécution de la manœuvre régulière de la vanne de by-pass.	Semestre.	X			
Bouches et poteaux d'incendie.	Les maintenir dégagés ainsi que les plaques de signalisation.	Journée.	X			Notamment par temps de neige :
	Procéder à un essai de fonctionnement, contrôler la vidange de la colonne montante et du coffre, graisser les vis de manœuvre et tourillons des systèmes de fermeture, nettoyer l'installation.	Mois.	X			— mention au registre « incendie » ; — opération à différer par temps de gel.
	Réparation et remplacement des éléments détériorés.		X			Avis génie.
	Contrôle des bouches et poteaux incendie (pression et débit).	Annuel.	X			Voir réglementation CR à adresser au service du génie et aux pompiers locaux.
Détenteurs et bacs de pression, surpresseurs.	Vérifier le bon fonctionnement des vannes d'isolement et noter les pressions « amont » et « aval ».	Mois.	X		X	Mention au registre « incendie ».
	Toutes réparations.			X		Contrat obligatoire.
	Remplacement ou déplacement.			X		
Groupes électrogènes de secours spécialisés.	Mise en route d'essai, à vide.	Semaine.	X			
	Essai en charge.	Mois.	X		X	Etablissement recevant du public.
	Entretien et réparations.		X			Contrat obligatoire et à soumettre au service du génie.
Panoplies, caisses à sable, coffres à extincteurs.	Entretien et réparation.	Selon besoin.	X			
	Confection et déplacement.		X			
Robinetts d'incendie armés (RIA).	Relever la pression statique des robinets les plus défavorisés ;	Annuel.	X			Inscription au registre

	contrôler le fonctionnement des vannes, lances, robinets et organes mécaniques.					incendie.
	Procéder à la fermeture et à l'ouverture complète des robinets et vannes ; vérifier les tuyaux sous pression sans débit ; noter la pression de marche des manomètres les plus défavorisés, un <i>RIA</i> sur deux étant ouvert en grand, avec un maximum de quatre en fonctionnement.	Semestre.	X			
	Entretien.		X		X	
	Réparations.		X			Avis génie.
	Déplacements, modification.			X		
Colonnes sèches.	Vérifier le libre accès des prises.	Journée.	X			
	Vérifier l'état des prises, bouchons, chaînettes et panneaux de signalisation.	Mois.	X			
	Vérifier le fonctionnement des vannes.	Semestre.	X			
	Faire procéder à des essais en charge.	Année.	X			
	Réparations.		X			
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions.
Colonnes humides.	Vérifier le libre accès des prises.	Journée.	X			
	Vérifier l'état des prises, bouchons, chaînettes et panneaux de signalisation ; rechercher les fuites éventuelles.	Mois.	X			
	Procéder à des essais de fonctionnement à la fermeture et à l'ouverture complète des vannes de barrage ; purger l'air.	Semestre.	X			
	Réparation.		X			
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions.
Extinction automatique d'incendie.	Se conformer à la notice du constructeur.		X			
	Protéger les organes actifs des chocs et vérifier le respect de la hauteur maximale de stockage compatible avec leur efficacité.	Mois.	X			
	Recharge, épreuves et remplacement des bouteilles.		X			Contrat obligatoire.
	Réparations diverses.		X		X	Avis génie.
	Modification.			X		Voir réglementation.
	Vérification et compte rendu de vérification.		X		X	

Dispositif d'extraction des fumées.	Procéder aux essais de fonctionnement des électro-aspirateurs.	Semaine.	X			
	Réparations.		X			
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions.
	Vérification.	Annuelle.	X		X	Visite de contrôle sur contrat obligatoire.
Exutoires passifs de fumées.	Manœuvrer les dispositifs de commande.	Semestre.	X			
	Réparations.		X		X	
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescription visite de contrôle.
Trappes, volets et clapets coupe-feu ou désenfumage.	Vérifier manuellement le fonctionnement.	Semaine.	X			
	Vérifier les électro-aimants et contrôler l'asservissement de la détection.	Semestre.	X			
	Lubrifier les paumelles.	Année.	X			
	Réparations.		X		X	Avis génie.
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions.
Portes coupe-feu.	Vérifier la liberté de mouvement des portes et l'absence de tout blocage (cale).	Journée.	X		Journée.	
	Réaliser les essais de fonctionnement à la main.	Semestre.	X			Y compris portes asservies.
	Procéder à une vérification complète.	Année.	X			Avis génie.
	Réparations.		X			
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions visite de contrôle.
Dégagements.	Vérifier les circulations, issues de secours et emplacements réservés aux engins d'intervention.	Continue.	X			
Manche d'évacuation verticale.	Contrôler son bon fonctionnement (prévoir simultanément un exercice).	Semestre.	X			Si possible avec le fournisseur.
Éclairage de sécurité par blocs autonomes.	Vérification du fonctionnement de toutes les lampes, de l'efficacité de la commande à distance de la masse en position de repos, de la remise en service (ou de l'alarme sonore) lors de remise sous tension.	Semaine.	X			
	Vérifier l'état de charge des batteries.	Trimestre.	X			

	Réparations.	Trimestre.	X			
	Modification, déplacements.			X		Suite à prescriptions visite de contrôle.
Éclairage de panique.	Vérifier le fonctionnement du dispositif automatique et de toutes commandes manuelles.	Semaine.	X			
	Réparations diverses.		X			
Lampes à accumulateurs chargés en permanence.	Vérifier le fonctionnement de chaque lampe.	Semaine.	X			
	Vérifier l'état de charge des accumulateurs.	Trimestre.	X			
	Réparations diverses.		X			
Vérifications périodiques des installations électriques et protection contre la foudre.	Passation des commandes de visite.	Annuelle.	X		X	Par organisme agréé. Contrat recommandé.
	Exploitation des <i>PV</i> de visite.			X		
	Travaux résultant des visites.		<i>X ou</i>	X		En liaison avec le service du génie.
Coupe-feu.	Entretien.	Annuel.	X			Par moyens mécanisés ou chimiques.

1.4. Alimentation en eau.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Captage, forage et pompage.	Débroussaillage à proximité du parcours des canalisations d'adduction.	Semestre.	X			
	Entretien des clôtures du périmètre de protection immédiate.	Semestre.	X			
	Surveillance et nettoyage du périmètre de protection rapprochée.	Constant.	X			
	Réparation et remplacement des pompes et des pièces diverses.			X		
	Analyse de l'eau.	Semestre.	X			Par le service santé.
Réservoirs d'eau potable.	Entretien des clôtures.	Semestre.	X			Concerne réservoirs semi-enterrés ou facilement accessibles.
	Surveillance de la propreté et de l'existence des grillages d'aération.	Année.	X			
	Surveillance sur l'étanchéité des couvercles.	Année.	X			
	Nettoyage des cuves.	Année.	X		X	
				X	X	

	Réfection des cuves et des couches alimentaires.					
Canalisations et accessoires.	Renouvellement de l'eau dans les circuits en antenne et à faible débit.	Mensuel.	X			Évite une stagnation préjudiciable à la potabilité.
	Visite et manœuvre des appareils de fontainerie (vannes, bouches à clés, bouches et poteaux d'incendie, ventouses, robinets d'arrêts des bâtiments, chasses automatiques).	Trimestre.	X			
	Vidange des tronçons soumis au gel.	Période froide.	X			
	Réparations consécutives à fuites sur tronçons apparents non encastrés (remplacement de joints ou tuyaux, soudure).	À la demande.	X			
	Refixation de colliers, griffes ou corbeaux.	À la demande.	X			
	Recherche de fuite.	À la demande		X		
	Remplacement de la fontainerie et accessoires divers.			X		
	Nettoyage et désinfection des réseaux.			X	X	
Compteurs.	Surveillance des consommations.	Journée.	X			En cas de présomption de fuites.
	Vérification sommaire de l'appareil : réaction aux faibles débits ; comparaison du volume lu avec un volume connu ; adaptation du calibre à l'évolution du débit.	Année.	X			
	Réparation et remplacement des appareils.					
Adoucisseurs d'eau.	Conduite et entretien selon consignes données ou notice du constructeur, notamment charge en sel, mise à contre-courant pour détasser les résines, régénérations par passage d'eau salée, rinçages successifs.	Selon le cas.	X		X	
	Réparations.		X			
Installations de traitement.	Conduite et entretien courant selon prescription notice installateur.	Selon le cas.	X			Stations de traitement, chaufferie, cuisines, piscines et sous-stations.
	Réparation et remplacement des pièces défectueuses.		X		X recommandé	
Installations de lavage.	Conduite et entretien courant selon prescription notice installateur.	Selon le cas.	X			Notamment pour véhicules chenillés et gros porteurs.
	Réparation et remplacement des pièces défectueuses.		X			

	Remplacement et mise en œuvre pompes et surpresseur.			X		
Vannes et robinets.	Graissage et dégrillage.	Semestre.	X			
	Entretien et remplacement de toutes les pièces.		X			
	Pose ou déplacement des vannes et robinets.		X			
Poste de livraison.	Entretien, vérifications diverses.		X			
	Remplacement des éléments.		X			
	Modification du poste.			X		

1.5. Assainissement et protection de l'environnement.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Réseaux d'assainissement.	Curage des dessableurs et débourbeurs.	Selon besoin.	X			
Canalisation et accessoires.	Dégorgement des caniveaux.	Trimestre.	X			
	Nettoyage systématique des bouches d'égout de leurs paniers à grille.	Semestre.	X			Et en cas de fortes intempéries.
Canalisation et accessoires (suite)	Curage des égouts de raccordement de bâtiments au collecteur, des caniveaux et canalisations.		X			
	Curage des collecteurs, y compris le collecteur principal.			X		
	Modification des réseaux.			X		
	Mise en place de dessableurs et de débourbeurs.			X		
	Remplacements et réparation des canalisations et accessoires.			X		
Ouvrages de pré-traitement des rejets particuliers :	Mise en place et modification de ces ouvrages.			X		Nota. — Etudier la mise en place des éléments préfabriqués.
— séparateurs à hydrocarbures ;	Nettoyages périodiques.	Selon besoin.	X		X	
— bacs de rétention ;						
— bacs à graisse ; — séparateurs à féculés ;	Enlèvement et évacuation des déchets de toute nature. Nettoyages périodiques.	Selon besoin.	X			
— bacs de neutralisation des	Recharge en éléments neutralisants.	Selon besoin.	X		X	

acides ou produits dangereux ;						
— citerne de récupération des huiles usagées.	Nettoyages périodiques.	Selon besoin.	X		X	
Stations de relèvement et/ou de traitement des eaux usées.	Conduite, nettoyage et entretien liés à l'exploitation.	Selon besoin.	X		X	Contrat soumis au visa du génie y compris les opérations de contrôle.
	Réparations diverses, sans modification de l'installation.		X		X	
Stations d'incinération des déchets.	Conduite, nettoyage et entretien lié à l'exploitation.	Selon besoin.	X			
	Remise en état et réparations.		X			
Fosses septiques.	Vidanges et entretien.	Selon besoin.	X		X	
Bassin de lagunage.	Nettoyage des abords et entretien des rives.	Année.	X			
Installation pour la protection de l'environnement.	État des installations, vérification, contrôle.	En fonction des prescriptions.	X			Voir réglementation, prescriptions techniques.

1.6. Chauffage, eau chaude sanitaire.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Appareils individuels de chauffage.	Pose et dépose, nettoyage des appareils de chauffe, dépoussiérage des orifices inférieurs, carnaux et trappe de ramonage des conduits de fumée.	Mois (en saison de chauffe).	X			
	Refixation ou remplacement de tampon, de porte de trappe, de tôle isolant un poêle du sol ou d'une paroi.	Selon besoin.	X			
	Ramonage.	Année.	X		X obligatoire	Certificats à fournir au génie.
Appareils individuels de chauffage (suite)	Réparations et remplacement des pièces défectueuses et travaux annexes.		X		X recommandé	
	Installation ou déplacement des appareils.			X		
Distribution et utilisation de gaz de ville.	Essais de fonctionnement des vannes d'arrêt du compteur et de tête (de groupe) d'appareil(s).	Mois.	X			
	Remplacement des tuyauteries souples avant date limite d'utilisation.	Selon besoin.	X			

	Entretien et remplacement des canalisations.	Selon besoin.	X			Par personnel spécialisé et avis génie.
Stockages de combustibles.	<i>Combustibles liquides.</i>					
	Nettoyage des réservoirs.	Selon besoin.	X		X	Certificats à fournir au génie.
	Réépreuve des cuves, périodicité selon réglementation.		X		X	
	Remplacement et réparations des canalisations et des appareillages divers.	Selon besoin.		X		
	Mises aux normes (arrêt d'urgence, coupure générale).	Selon besoin.		X		
	<i>Combustibles solides.</i>					
	Réglage, entretien et réparation des organes de manutention.		X		X recommandé	
Installations intérieures de chauffage statique et/ou électrique.	Nettoyage, purge, refixation des appareils et canalisations intérieures.	Selon besoin.	X			
	Réparations et remplacement des canalisations et appareillages divers.		X			
Économies d'énergie.	Inspection visuelle de calorifugeage.	Trimestre.	X			
	Surveillance des consommations et de leurs variations brusques (fuite du réseau, dérèglement d'appareils).	Cas d'espèce.	X			
	Remplacement calorifugeage.			X		
	Mise en place du calorifugeage.			X		
	Vérification des étalonnages des compteurs de calories.		X		X	
Sécurité.	Visite contrôle et essai des vannes de police et des interrupteurs électriques généraux des chaufferies ; vérification des locaux en sous-sol abritant des cuves sur berceaux, des dispositifs d'évent, de dépotage et de détection de fuite sur cuves.	Trimestre.	X			
	Inspection visuelle des canalisations de vapeur et d'eau surchauffée.	Hebdomadaire.	X			
Chaufferies et sous-stations de chauffage central.	Nettoyage des surfaces de chauffe, carneaux, conduite de fumée en chaufferie et dépoussiéreurs.	Avant chaque saison de chauffe.	X		X	Contrat au visa du génie. Y compris sur les réseaux de distribution des fluides.
	Entretien des appareils de contrôle des circuits de	Selon consignes particulières.	X		X	

	distribution, fusibles, moteurs électriques, dispositifs d'allumage et leur réparation.					
Chaufferies et sous-stations de chauffage central (suite)	Entretien des appareillages de traitement des eaux et des fumées.	Selon consignes particulières.	X		X	
	Réglage et entretien des pompes et brûleurs.	Selon consignes particulières.	X		X	
	Entretien et graissage des vannes et robinets, refixation des colliers et consoles ; nettoyage des vases d'expansion (à eau) ; surveillance des systèmes d'expansion.	Année.	X		X	
	Réparations et remplacement des matériels et pièces défectueuses, suite aux pannes et aux visites.		X			Avis génie.
	Réglage des installations de programmation, régulation et optimisation.			X	X	
Chauffage urbain.	Entretien, réparation et remplacement d'éléments sur l'ensemble du réseau.			X	X	
Chauffage à air chaud.	Ramonage des conduits de ventilation, nettoyage et remplacement des filtres et des grilles des bouches de soufflage.		X			
	Entretien.		X			
	Réparation et remplacement d'éléments sur l'ensemble du réseau.		X		X	Avis génie.
Géothermie et pompe à chaleur.	Entretien, réparation et remplacement d'élément sur l'ensemble du réseau.			X	X	
Production d'eau chaude sanitaire.	Entretien, réparation et remplacement des matériels et pièces défectueuses (thermostats, thermomètres, vannes-mélangeuses).		X			Avis génie.
	<i>Chauffe-eau ou chauffe-bain à gaz.</i>					
	Nettoyage des rampes et veilleuses.	Semaine.	X			
	Surveillance de la robinetterie, de la canalisation et du dispositif d'évacuation des gaz brûlés.	Mois.	X		X	
	<i>Chauffe-eau ou chauffe-bain électrique.</i>					
		Mois.	X			

	Essai de vérification de la soupape de sécurité.					
	Surveillance des appareils de protection électrique et de maintien du réglage correct de la température de sortie de l'eau.	Trimestre.	X			
	<i>Réseau de distribution.</i>					
	Entretien, réparations et remplacement des pièces défectueuses de l'installation.	Selon besoin.	X			Avis génie.

1.7. Ventilation, froid, conditionnement d'air.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Installations de ventilation mécanique.	Surveillance de l'étanchéité des manches de raccordement des pots d'échappement aux circuits fixes d'extraction de gaz brûlés dans les ateliers.	Semaine.	X			
Installation de ventilation mécanique (suite).	Dépoussiérage et nettoyage des grilles de ventilation.	Mois.	X			
	Nettoyage des filtres dépoussiéreurs et ramonage des conduits.	Mois.	X			
	Nettoyage des pales de ventilateurs, extracteurs accessibles.	Trimestre.	X			
	Entretien.		X			
	Réparation et remplacement des moteurs électriques, des grilles, bouches de soufflage, de reprise ou d'extraction, remplacement des courroies de transmission des électro-ventilateurs.	Selon besoin.	X			Visa génie.
	Installation d'un système d'extraction simple (extracteur gaines, bouches, filtres, sorties d'air).			X		
Installation de ventilation naturelle.	Nettoyage des entrées et sorties d'air.		X			
	Création d'une installation naturelle.		Xou	X		
Installations de conditionnement d'air.	Nettoyage, entretien, réparations et remplacement de pièces et éléments sur l'ensemble de l'installation.	Selon notice de l'installateur.	X		X	Contrat ou visa du génie (sans limitation de puissance de l'installation).

1.8. Installations électriques.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Poste de livraison.	Réparations.			X		Par entreprises et en liaison avec EDF.
Transformateurs.	Contrôle de la qualité diélectrique et remplacement.			X	X	
	Vérifications des fuites.	Trimestrielle.		X		
	Contrôle et remplacement des produits de déshumidification.			X	X	
Cellules MT et HT.	Réencenchement des disjoncteurs.			X		Par personnel habilité ou entreprise.
	Remplacement des cartouches HT.			X		
Tableaux électriques.	Epoussetage des parties apparentes.	Mois.	X			
	Nettoyage des parties intérieures des coffrets fermés à clé.	Semestre.	X			
	Changement et réglage des disjoncteurs.			X		
	Mise en place d'un tableau terminal.			X		
Ensemble des installations (220-380) et courants faibles. Conducteurs, protection appareillages divers (prises de courant, interrupteurs, etc.).	Vérifications.		X			Avis génie.
	Réparations, remplacement des divers composants de l'installation quelle que soit la hauteur de travail.		X			
	Mise aux normes suite aux vérifications électriques.		X ou	X		
Appareils d'éclairage intérieurs et extérieurs.	Vérifications.	Trimestrielle.	X			
	Entretien, réparations, remplacement des divers composants.		X			
	Installations des appareils, y compris : — éclairage de sécurité antidéflagrant ; — protection renforcée ; — projecteurs.			X		
Sécurité des travailleurs.	Vérification visuelle du bon état de l'isolation des transformateurs séparateurs de circuits, du maintien en place et en bon état des dispositifs mettant hors de portée des travailleurs les conducteurs et pièces	Journée.	X			

	habituellement sous tension, du raccordement correct et du bon état des conducteurs souples d'alimentation et des conducteurs de protection.					
	Vérification du bon fonctionnement des dispositifs de coupure à courant différentiel.	Mois.	X			
	Recherche des défauts et anomalies ; suppression de leur cause.	Selon besoin.	X			Dans les limites de qualification du personnel disponible.
Antennes de radiotéléphonie et de télévision.	Remplacement ou déplacement de conducteurs de prise d'antennes.	Selon besoin.	X		X	Y compris travaux en toiture.
Paratonnerres.	Vérification de l'installation.	Voir réglementation.	X		X	Avis génie.
Installations électriques (visites et vérifications périodiques).	Vérifications électriques.		X		X	Contrat, ou par personnel habilité.
	Exploitation des PV de visite (avis génie).			X		
	Travaux de mise aux normes consécutifs à vérification.		X ou	X		

2. BÂTIMENTS, INSTALLATIONS.

2.1. Bâtiments d'hébergement (MDR et cadres), locaux et à usage de bureaux.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Maçonnerie, plâtrerie.	Scelllements, descelllements des gonds, pattes, barreaux, grillages.	Selon besoin.	X			Sans limitation de longueur et de surface.
	Réparations intérieures à tous enduits des murs et cloisons ainsi qu'aux revêtements muraux.		X			h < 4 m.
	Réparation des plafonds.		X			h < 4 m.
	Réparations d'enduits extérieurs et rejointoiement des revers d'eau.		X			
	Réfection des solins autour des portes, des croisées et des marches d'escalier ; bouchage des trous faits par les rongeurs.		X			
	Remaniement et rejointoiement des passages et carrelages ; remplacement des pavés, carreaux et briques en recherche.		X			

Maçonnerie, plâtrerie (suite).	Réparations des revêtements souples continus, en carreaux et en lés.		X			
	Nettoyage et rapiècement des moquettes. Remplacement.		X			
	Création et modification du cloisonnement intérieur.		X ou	X		Visa génie.
	Ouverture et/ou obstruction des baies.		X ou	X		Visa génie.
	Construction de petits ouvrages (abris, guérites).		X ou	X		Visa génie.
Couverture.	Nettoyage des toitures circulables.		X			
	Entretien, réparation des toitures non circulables de toute nature (toiture, terrasses, tuiles ardoises, tôles, bacs, bardeaux...) si h > à 4 m.			X		
	Entretien et remplacement des zingueries et gouttières, descentes des eaux pluviales si h > à 4 m.			X		
Menuiserie.	Vérification et jeu à donner aux portes, croisées, persiennes et volets.	Selon besoin.	X			
	Vérification des plinthes, lambris, ébrasements, cimaises, encadrements de baies et aux cloisons en bois, pleines ou à claire-voie.	Selon besoin.	X			
	Réparation aux penderies et armoires installées à demeure, ainsi qu'aux étagères.	Selon besoin.	X			
	Vérification et remplacement des joints de calfeutrement.	Selon besoin.	X			
	Réparation localisée des parquets et plinthes, remplacement des barres de seuil et des couvre-joints.	Selon besoin.	X			
	Encaustiquage et revitrification des parquets.	Selon besoin.	X			
	Nettoyage des rainures et canaux d'évacuation des eaux des menuiseries.	Année.	X			
	Époussetage des charpentes des combles.	Année.	X			

	Pose ou remplacement : — portes intérieures et extérieures ; — volets ; — fenêtres.		X ou	X		
	Remplacement et pose de plafonds suspendus.		X ou	X		Visa génie.
	Création d'issue de secours avec serrurerie.			X		
Serrurerie, ferronnerie.	Lavage et lessivage des volets et persiennes.	Semestre.	X			Voir également « protection contre l'intrusion » et « stands et champs de tir » ;.
	Graissage des éléments mobiles.	Semestre.	X			
	Réglage des jeux et des systèmes de fermeture automatique.	Année.	X			
	Entretien et remplacement de tous les organes de mouvement ou de fermeture des portes croisées, volets et persiennes.	Selon besoin.	X			
Plomberie, sanitaire.	Réparations aux conduites d'eau.	Selon besoin.	X			Voir également « locaux humides et sanitaires », « protection contre l'incendie », « alimentation en eau » et « assainissement ». Visa génie.
	Réparations et remplacement de la robinetterie de puisage et de tous les accessoires des appareils sanitaires et appareillage du réseau.		X			
	Création d'une alimentation en eau avec appareil sanitaire et les évacuations (lavabos, WC...).		X ou	X		
Peinture, vitrerie.	Lessivage des peintures intérieures, à conserver.	2 ans.	X			
	Lessivage des peintures extérieures, à conserver.	5 ans.	X			
	Nettoyage des vitrages côtés intérieur et extérieur (accessibles ou non).	Selon besoin.	X			
	Remplacement des papiers peints et revêtements muraux minces.	Selon besoin.	X			
	Travaux de peinture à l'intérieur et à l'extérieur, y compris toutes fournitures.	Selon besoin.	X			
	Brossage surfaces métalliques oxydées,	Selon besoin.	X			

	application d'antirouille et raccord ou peinture de finition.					
	Remasticage des boiseries et de la vitrerie.	4 à 5 ans.	X			
	Remplacement des vitrages ordinaires et des vitrages spéciaux.	Selon besoin.	X			
Électricité.	Voir paragraphe I (H).					

2.2. Cuisines et dépendances, foyers, mess.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Locaux de préparation et de cuisson.	Maintien des sols propres et non glissants (lavage à la serpillière suivi d'un essuyage), nettoyage des grilles de protection des siphons de sol et des caniveaux.	Permanent.	X			Le lavage à grande eau est interdit.
	Surveillance des dispositifs de fermeture à distance des friteuses.		X			
	Vérification de l'état des installations électriques de locaux humides.	Mois.	X			
	Réfection des sols, murs, électricité.		X ou	X		Selon nature et importance des travaux.
Hottes, filtres et extracteurs.	Lessivage des parois et des rigoles de recueil des graisses ; nettoyage des filtres au départ des gaines de ventilateurs.	Semaine.	X		X	
	Nettoyage des pales et extracteurs accessibles.	Trimestre.	X			
	Vérification de l'asservissement de l'arrivée du gaz avec l'extraction mécanique des hottes.	Permanent.	X			
Boîtes à graisse, séparateurs de fécule.	Nettoyage et évacuation des déchets.	Semaine.	X		X	
	Surveillance du bon fonctionnement.		X			Voir tableau E.
Monte-charge et monte-plats.	Exécution de l'entretien.		X			Voir tableau N.
	Réparations associées à l'exploitation.	Selon le cas.	X		X	Visa génie.
Chambres froides maçonnées.	Lavage, rinçage, séchage et désodorisation des compartiments.	Journée.	X			Limité aux compartiments dont la température est positive.
	Selon consignes d'entretien :	Selon le cas.	X			

	dégivrage de l'évaporateur, graissage des moteurs, nettoyage et dégagement des orifices du groupe frigorifique.					
	Dépannage courant de l'appareil mécanique et des circuits électriques d'automatisme.		X			Nécessitent soit un personnel qualifié, soit le recours à une entreprise.
	Recharge en fluide frigorigène (consécutive à un dépannage).		X		X	Voir le CAT. Contrat recommandé.

2.3. Locaux humides et sanitaires.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Locaux humides (voir également la rubrique particulière aux cuisines et dépendances).	Lavages des sols à la serpillière suivis d'un essuyage et d'une ventilation destinée à éviter les condensations sur les parois.	Journée.	X			Le lavage à grande eau est interdit.
	Vérifications du maintien des siphons en place, en état et avec leur garde d'eau normale.	Journée.	X			
	Vérification de l'état des canalisations et appareils électriques.	Mois.	X			
Locaux et appareils sanitaires.	Dégorgement et nettoyage des siphons et des canalisations ne nécessitant pas dépose.	Selon besoin.	X			
	Remplacement de joints, grilles-filtres détériorés ou manquants, tuyaux souples, refixation d'appareils.		X			
	Remplacement de cuvettes, glaces fêlées, tablettes, WC, urinoirs, douches, points d'eau et dévidoirs.		X			
	Entretien, réparation et remplacement de toutes pièces défectueuses y compris les raccordements, l'alimentation en eau et les évacuations.		X			Visa génie (pour étanchéité des sols). Y compris travaux de raccordement.
	Pose d'appareils sanitaires.		X			Visa génie.
Cabines et cloisons préfabriquées.	Vérifier fixations.		X			
	Remplacement des parties détériorées.		X			
Systèmes de ventilation et	Vérifier le fonctionnement et son asservissement.		X			Un arrêt de l'installation peut

d'extraction.	Réparation des aérothermes, extracteurs.		X			être la cause de dégâts importants.
---------------	--	--	---	--	--	-------------------------------------

2.4. Installations d'instruction.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Salles de conférence et cinémas.	Vérification, réparation et remplacement des matériels de protection contre l'incendie, l'éclairage de sécurité et le dégagement des issues.		X			Se reporter à la rubrique « protection contre l'incendie ».
	Réparation et remplacement des sièges et accessoires.		X			
Bassins de natation et piscines.	Écrémage de la surface du plan d'eau (latte de bois), nettoyage des parois du bassin au balai de piscine.	Selon recommandation constructeur.	X			
	Installation de renouvellement du traitement de l'eau : conduite et entretien selon prescription de la notice de l'installateur.	Selon le cas.	X		X	Visa génie et commissariat. Contrat recommandé.
Revêtements sportifs spéciaux, extérieurs et intérieurs (y compris gymnase).	Respect des consignes spéciales d'entretien dressées, s'il y a lieu, par le service du génie lors de la réalisation.	Selon le cas.	X			
	Entretien revêtements intérieurs et extérieurs.	Selon notices.	X			
	Réparation des revêtements intérieurs et extérieurs.			X		
Parcours équipés d'obstacles (parcours d'obstacle, piste d'audace).	Visite de l'installation, en vue de vérifier son degré de sécurité ; ameublement du matériau de remplissage des fosses de réception (gravier roulé).	Mois.	X			La fréquence doit être augmentée lorsque l'installation est vouée à un usage intensif.
	Contrôle des parcours d'obstacle, piste d'audace.					Contrôle et PV à la charge de la garnison. Conseil technique génie.
	Exécution des réparations dont les visites ont pu faire apparaître la	Annuel.	X			

	nécessité.					
	Remplacement, modifications, créations d'obstacles.		X	X		Utilisation après homologation par commission.
Terrains de sports, équipements divers agrès.	Entretien des surfaces et du traçage.		X			
	Vérifications périodiques.		X			
	Entretien.		X			Contrôle et PV à charge de la garnison.
	Réparations diverses.		X			Avis génie.
Local à atmosphère viciée.	Réparations suite au contrôle annuel des installations de la garnison.		X			
Tours d'initiation au saut en parachute.	Essai de bon fonctionnement avec lest.	Début de journée.	X			Le contrôle détaillé de la partie fixe de l'installation incombe au service du génie et celui des harnais et équipements au matériel.
	Graissage des parties mobiles et câbles.	Semaine.	X			
	Entretien courant et réparations selon prescriptions de la notice du constructeur ou des consignes fournies par le service du génie.	Selon le cas.	X			
Cales de franchissement pour engins amphibie et pour passage en submersion.	Réparation de dégradations des rampes en béton.			X		Sans modification des ouvrages.
	Vérification périodique.	Annuel.	X			En liaison avec génie.
	Entretien et remplacement du pancartage et des bornes d'interdiction (ou barrières).			X		
Gymnase.						Voir points 1.4, 1.5, 1.6, 2.1, 2.3 et 2.4.

2.5. Stands et champs de tir. TTA 253 et 263.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Ensemble des bâtiments, locaux et ouvrages du stand ou champ de tir.	Entretien courant.	Permanent.	X			La mention « permanent » employée dans cette colonne signifie, selon la nature des travaux : — soit « dès que possible » ; — soit « après chaque tir ».
Pas de tir.	Enlèvement des déchets de tir divers.	Permanent.	X			

	Vérification et réparation de tous les ouvrages ; lubrification de tous les dispositifs mobiles.	Hebdomadaire.	X			
Sol de la zone de foulée et/ou de la zone dangereuse.	Maintien en état du système de drainage.	Permanent.	X			La destruction des projectiles non éclatés est menée selon les prescriptions du TTA 207 et de l' instruction 1642 /DEF/EMAT/INS/FG/66 du 30 avril 1980 (BOC, p. 1547) modifiée.
	Maintien du sol meuble et enlèvement des corps durs ; maintien du profil avec apport éventuel de sable.	Hebdomadaire.	X			
	Désherbage et fauchage.	Trimestre.	X			
	Ramassage des débris de tir inertes (ou « caffuts »).	Trimestre.	X			
	Ramassage des fils de guidage des missiles.	Permanent.	X			
	Recherche et balisage des projectiles non éclatés.	Permanent	X			
Revêtements en bois et blindages.	Vérification des revêtements en bois et des plaques de blindage.	Hebdomadaire.	X			CR éventuel au commandant d'armes avec copie adressée directement au service local.
	Remplacement des parties détériorées.			X		
Revêtement en matériaux pour affaiblissement acoustique.	Remplacement des panneaux.			X		
	Amélioration acoustique.			X		
Butte de tir, parados de la tranchée des marqueurs.	Purge superficielle par ratissage.	Hebdomadaire.	X			Ou après chaque tir
	Recharge et maintien au niveau par apport de sable.	Selon besoin.		X		
	Maintien de la largeur d'origine de la berme comprise entre le pied de la butte et la tranchée des marqueurs.	Hebdomadaire.	X			
	Purge en profondeur.	Selon besoin.		X		Après 50 000 coups par ligne de tir.
	Purge totale.	Selon besoin.		X		Après 150 000 coups par ligne de tir.
Balisage des zones	Remise en peinture.	Permanent.	X			

dangereuses et inscriptions diverses.						
Pancartage signalisation.	Mise en place.	Hebdomadaire.	X			
	Réparation.	Hebdomadaire.	X			
	Modification.	Selon besoin.		X		
Barrières d'interdiction des chemins.	Vérifications.	Permanent.	X			
	Remise en état.		X			
Tranchée des marqueurs, cibles.	Remise en état des dispositifs de cibles (à l'exclusion des cibles télécommandées).	Hebdomadaire.	X			
	Entretien et graissage de tous les appareils mobiles.	Hebdomadaire.	X			
	Maintien en état de l'équipement de la tranchée (bancs) et du caniveau.	Hebdomadaire.	X			
	Entretien et remplacement des pompes d'épuisement.		X			
	Entretien et réparation du système de liaison (interphone, téléphone...).		X			
Alvéoles des cibles mobiles.	Réparation des détériorations.		X			
	Remplacement des blocs de protection.		X			
	Travaux de ciblerie.		X			
Ciné ; tir.	Remplacement :					Selon la complexité des travaux.
	— du blindage ;		X	X		
	— des bois ;		X	X		
	— du latex ;		X	X		
	— de l'argile ;		X	X		
	— des panneaux acoustiques.		X	X		
Merlonnage.	Terrassement et apport de terre.			X		
	Engazonnement.		X			
Équipement spéciaux.	Entretien à réaliser conformément aux consignes spéciales établies par le service du génie en liaison avec le constructeur.	Cas d'espèce.	X		Recommandé	
Téléphone.						
Éclairage.						
Chauffage.						

Ventilation.						
Humidification de la butte.						
État chiffré des crédits d'instruction mis en place pour le tir.			X			Avec le génie.
Stands de tirs civils.	Mêmes travaux que pour les stands militaires, ainsi que ceux résultant des obligations particulières prévues dans la convention d'utilisation.	Selon le cas.	X			Avec le génie et selon les conventions.

2.6. Installations techniques.

Bâtiments, ouvrages ou installations.	Nature des travaux.	Périodicité.	Entretien courant.	Entretien spécialisé.	Sur contrat.	Observations.
Cabines téléphoniques implantées par les PTT.	Nettoyage et surveillance des déprédations.	Journée.	X			
	Signalement des avaries et dérangements au service des transmissions de la formation.	Immédiatement.	X			
	Travaux d'infra pour installation ou déplacement de cabines téléphoniques.			X		En liaison avec TEI. Visa génie et en liaison opérateur.
Stockage d'hydrocarbures et de graisses.	Visite des regards ou dispositifs intercepteurs ou décanteurs.	Hebdomadaire.	X			
	Nettoyage des dispositifs.	Selon besoin.	X			
	Contrôle, surveillance des dispositifs détecteurs de fuites placés à proximité des capacités.	Année.	X		X Recommandé	
	État des cuves et réservoirs.	D'après réglementation.	X		X	Document à adresser au service du génie.
Distribution des carburants.	Surveillance des conduites souples, canalisation et joints	Mois.	X			

	divers.					
	Nettoyage périodique, réfection de peinture, échange de flexibles et de joints, maintien en condition et réparations de faibles importances ne nécessitant pas de démontage d'installations complètes ou le remplacement de gros ensembles.	Selon besoin.	X			Nécessite du personnel spécialisé, voire le concours d'entreprises.
Dépôts de munitions.	Vérification de l'état de clôture, entretien.	Continu.	X			Herbicide conseillé à titre préventif, déconseillé comme curatif (risque d'incendie).
	Désherbage, ravivage des saignées d'évacuation des eaux, fauchage des merlons.	Selon besoin.	X			
	Vérification et travaux sur clôtures électrifiées.			X		Voir tableau protection contre l'intrusion.
	Entretien et réparation des portes des igloos.			X		
Pont-fosse de visite des véhicules et engins.	Dégagement des accès.	Continue.	X			
	Nettoyage général de la fosse des regards.	Selon besoin.	X			
	Réparation et vérification du fonctionnement de l'éclairage de sécurité.		X			
Appareils à pression de gaz (compresseurs, surpresseurs, leurs canalisations et réservoirs, bouteilles de lancement de moteurs, vases d'expansion clos, dispositifs antibélier, accumulateurs oléopneumatiques, bouteilles CO2, citernes de propane, etc.).	Maintien des appareils en bon état d'utilisation, vérification systématique lors d'une remise en service faisant suite à un arrêt prolongé.	Selon consignes.	X		X	Il s'agit des appareils fixes attachés à l'immeuble dont le corps de troupe peut assurer les épreuves de conformité (périodiques ou après réparation ou modification) les autres relèvent de réglementations propres aux services pourvoyeurs (DCMAT...).
	Signalement au service du génie de tout incident d'exploitation.	Selon le cas.	X			
			X		X	Par organisme agréé.

	Épreuve de conformité.					
Salle de charge de batteries.	Entretien, réparations (maçonneries, évacuation, extraction, électricité, revêtements).		X			
	Mise aux normes.		X ou	X		
Installations acétylène, oxygène.	Travaux d'entretien divers.		X			
Salle de charge de batteries.	Entretien, réparations (maçonneries, évacuation, extraction, électricité, revêtements).			X		
	Mise aux normes.		X ou	X		
Installation acétylène, oxygène.	Travaux d'entretien divers.		X			
Aspirateurs de copeaux et de sciures.	Entretien, réparation.		X			
Convoyeurs mécaniques des tours de séchage des parachutes.	Opérations d'entretien courant liées à l'exploitation selon définition donnée par le service local du génie, en liaison avec le constructeur.	Selon notice du constructeur.	X ou	X		Selon nature des travaux.
Ascenseurs et monte-charge.	Visite du fonctionnement.	Journée.	X			
	Dépannage, réparation de l'ensemble de l'installation.		X		X	
	Visite périodique, contrôles, épreuves.	Trimestre.	X		X	Obligatoirement sur contrat comportant la tenue d'un registre par appareil.
		Semestre.	X		X	
		Année.	X		X	
Ponts élévateurs pour l'entretien des véhicules (hydrauliques, électriques).	Type à plate-forme suspendue ; contrôle des organes de suspension et de sécurité.	Selon consignes.	X			
	Type à ascenseur hydraulique (à vérin porteur) contrôle du niveau du liquide.		X			
	Entretien, réparations et		X		X Recommandé	Avis génie.

	remplacement des divers éléments.					
Appareils de levage mus mécaniquement (palans, ponts roulants) ou à la main ou électrique.	Affichage et application des consignes d'utilisation, de fonctionnement et de sécurité.	Permanent.	X			Cf. instruction relative aux appareils de levage d'infrastructure. Selon consignes établies par le constructeur et visées par le service du génie.
	Nettoyage, graissage, entretien.	Selon besoin.	X			
	Visites minutieuses de tous les organes et de tous les accessoires d'agrès ou d'équipement.	Année.	X		X	Par organisme de contrôle agréé.
Dispositifs d'évacuation des gaz brûlés dans les ateliers.	Examen visuel des conduits flexibles de raccordement des pots d'échappement aux canalisations.	Semaine.	X			
	Examen des regards de branchement, enlèvement éventuel de tout corps étranger susceptible de les obstruer.	Semaine.	X			
	Remplacement des flexibles.		X			
Signalisation de sécurité.	Entretien de la peinture des signaux et couleurs de sécurité, en respectant des sigles, dimensions ainsi que les teintes d'origine.	Selon besoin.	X			Voir normes.
Cage de Faraday.	Entretien et réparation.			X	X	Selon directives fournisseur génie et transmission.
Groupes électrogènes.	Entretien, réparation, remplacement de pièces.		X			Limités aux groupes liés à l'infrastructure.
Onduleurs.	Remplacement des batteries.			X		Onduleurs « infrastructure ».
	Entretien et réparations.			X		

Nota.

Après les vérifications et contrôles, les PV sont adressés au service du génie pour exploitation. Celui-ci chiffre les travaux et détermine, en liaison avec l'occupant, les travaux relevant de l'entretien courant et ceux relevant de l'entretien spécialisé.

ANNEXE II.

MODALITÉS PARTICULIÈRES DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES DE TIR.

1. PRÉAMBULE.

Les principes généraux applicables à la maintenance des infrastructures de tir sont ceux définis par la présente instruction (responsabilités, rôles respectifs des formations et du service du génie...).

Ces installations font cependant l'objet d'une surveillance particulière réalisée notamment au travers d'une visite annuelle spécifique associant les représentants de la formation « occupant désigné » et les représentants du génie.

La présente annexe, d'ordre purement technique, a pour but de préciser les modalités techniques de maintenance de ces infrastructures. Elle comprend, en appendice, les modèles de procès-verbal de la visite annuelle spécifique qui doit être réalisée, tant pour les stands de tir que pour les champs de tir.

2. STANDS DE TIR.

Les opérations détaillées d'entretien figurent dans le cahier de consignes du stand de tir.

2.1. Butte de tir.

2.1.1. *Rôle.*

La butte de tir est destinée à l'interception des coups directs avant qu'ils n'atteignent le fond du stand et ce, pour préserver l'infrastructure et empêcher la projection d'éclats (munitions ou infrastructure). Elle ne doit pas générer non plus de ricochets susceptibles de blesser un utilisateur ou de détériorer des éléments de l'infrastructure (plafonds, murs latéraux, dispositif d'éclairage, revêtement, etc.).

Elle constitue donc un élément de sécurité très important.

2.1.2. *Entretien.*

Les déchets de balles et autres corps durs en surface doivent être éliminés après chaque séance de tir et, au moins une fois par semaine par ratissage et enlèvement (purge superficielle).

Les profils et les cotes de la butte, marqués à la peinture sur les murs du stand, doivent être maintenus en permanence dans leur état initial.

La butte doit être reprofilée aussi souvent que nécessaire.

Il doit être procédé à son renouvellement partiel, sur une profondeur d'un mètre, tous les 50000 coups en moyenne tirés par créneau ou par ligne de tir (purge dite profonde).

Il doit être procédé à son renouvellement total tous les 150000 coups en moyenne tirés par créneau ou par ligne de tir.

2.2. Les écrans (pare-balles, marquises, buses, seuils de plein fouet).

2.2.1. *Rôle.*

Ces éléments contribuent à la sécurité intérieure des stands de tir (risques d'éclats ou de ricochets) mais également à la sécurité extérieure lorsqu'il s'agit de stands de tir ouvert.

2.2.2. *Entretien.*

Ces dispositifs sont surveillés constamment afin que toute modification des arêtes (position ou intégrité) ainsi que toute dégradation majeure de la surface d'arrêt ou du revêtement pare-éclats (bois, caoutchouc, etc.) soient signalées sans délais.

En tant que de besoin, il est procédé au :

- remplacement des matériaux pare-éclats placés en parement (bois, caoutchouc, etc.) ;
- remplacement ou remise en état, suivant sa nature, de la surface d'arrêt (plaque métallique, béton, etc.) ;
- maintien en état du support des écrans (poteaux, poutres, portiques ou parois en maçonnerie, béton ou structure métallique) ;
- maintien dans leur état initial et en permanence des profils des seuils de plein fouet (para-dos ou banquettes).

2.2.3. *La structure (parois et plafond des tunnels) : entretien.*

Les opérations suivantes doivent être effectuées en tant que de besoin :

- ragréage ;
- reconstruction ou dépose des supports dégradés ;
- remplacement des parements de correction acoustique détériorés.

2.2.4. *La zone de foulée : entretien.*

Rappel : la zone de foulée est l'espace compris entre le pas de tir le plus éloigné des cibles et le fond du stand.

a) Après chaque séance de tir :

- par ratissage, le sol est maintenu meuble et exempt de corps durs (cailloux, pièces métalliques, etc.) ;
- nettoyage des pas de tirs intermédiaires (ramassage des déchets).

b) Chaque semaine en fonction de l'utilisation : purge superficielle des parados (ratissage) et maintien du profil.

c) À intervalles réguliers : curage des systèmes de drainage (puisards) pour en retirer sable et autres matériaux.

2.3. Pièges à balles métalliques.

2.3.1. *Rôle.*

Dans certains stands de tir à 25 mètres et à 200 mètres, le piège à balles métallique remplace la butte de tir.

2.3.2. *Entretien.*

L'état général du dispositif doit être constamment surveillé afin d'assurer son remplacement en cas d'usure.

Les tiroirs de récupération des déchets de tir sont vidés après chaque séance dans un récipient prévu à cet effet.

Le conduit de décélération (lumière) des pièges à balles ne doit pas être encombré de déchets et est vérifié à l'issue de chaque séance de tir.

L'ensemble de filtres du dispositif d'extraction est vérifié régulièrement pour en éviter le colmatage. La fréquence de remplacement des filtres est directement fonction des munitions utilisées et des cadences de tir (suivant notice du constructeur).

3. CHAMPS DE TIR.

3.1. **Butte de tir.**

Tous les champs de tir ne possèdent pas de butte de tir. Son rôle varie suivant les installations et la configuration du terrain.

3.1.1. **Rôle.**

a) Champs de tir destinés à des armes de calibre inférieur à 20 mm.

Son utilité peut concerner les domaines suivants :

- diminution de la profondeur de la zone dangereuse [application de la *XMR* ⁽¹⁾ au lieu de la *XM* ⁽²⁾ par l'octroi d'une dérogation (cf. TTA 262, art. 22.41)] ;
- limitation des dégâts occasionnés par les coups directs sur la végétation en arrière des cibles.

b) Champs de tir destinés à des armes de calibre égal ou supérieur à 20 mm.

Son utilité peut concerner les domaines suivants :

- élément justifiant l'octroi d'une dérogation permettant de diminuer partiellement l'étendue de la zone dangereuse ;
- limitation des dégâts occasionnés par les coups directs sur la végétation en arrière des cibles.

3.1.2. **Entretien.**

Si le champ de tir comporte une butte de tir, la purge profonde n'est pas soumise à une périodicité fixe. Celle-ci est déterminée localement au cas par cas en fonction des risques pour les utilisateurs (projections d'éclats, ricochets, etc.) que pourrait générer la butte. La décision de procéder à la purge revient au commandant d'armes, conseillé par le service du génie.

a) Pour pallier les dégradations dues aux intempéries, le reprofilage et le rechargement en sable ou en terre (sans pierre) seront réalisés au moins tous les trois ans.

b) Le niveau du sommet de la butte de tir doit être exactement maintenu sur les champs de tir à zone dangereuse réduite par limitation des angles de tir (installation de buses ou de marquises).

c) Les déchets de balles et autres corps durs en surface doivent être éliminés par ratissage et enlèvement (purge dit superficielle) selon une fréquence déterminée par le commandant d'armes et, au cas par cas, en fonction :

- du degré d'utilisation ;
- de la constitution et de la dureté de la butte ;
- de la distance du pas de tir le plus proche de la butte ;

- des munitions utilisées.

3.2. Les écrans (pare-balles, buses, marquises) : rôle et entretien.

Ces éléments sont importants pour la sécurité extérieure, en particulier pour la réduction de la zone dangereuse. Ils doivent donc être entretenus avec soin et il convient de veiller tout particulièrement :

- au remplacement des matériaux pare-éclats placés en parement (bois, caoutchouc, etc.) ;
- au remplacement ou à la remise en état, suivant sa nature, de la surface d'arrêt (plaques métalliques, béton, etc.) ;
- au maintien en état du support des écrans (poteaux, poutres, portiques ou parois en maçonnerie, en béton ou en structure métallique) ;
- au maintien de la cote initiale des arêtes de tous les écrans.

3.3. La zone de foulée : entretien.

La zone de foulée, comprise entre les positions de tir et les zones d'objectifs extrêmes, est autant que faire ce peut, débarrassée de tout obstacle important (carcasses, blocs de bétons, rochers, etc.).

Les systèmes de drainage (puisards, rigoles, etc.) sont maintenus en état par curage régulier pour en retirer le sable et les autres matériaux.

3.4. Ouvrages de protection pour le personnel : entretien.

3.4.1. Talus de protection, pas de tir intermédiaires et parados.

Les talus ou merlons de protection (d'alvéoles de cibles mobiles, etc.), les pas de tir intermédiaires et les parados doivent avoir leur profil et leurs cotes maintenus en permanence dans leur état initial.

3.4.2. Ouvrages annexes de protection (observatoires, abris pour le personnel mettant en œuvre des cibles mobiles, etc.).

Tout ouvrage de ce genre atteint par un projectile donne lieu à la reconstitution du merlon de protection et de sa structure en béton armé, si celle-ci est détériorée.

3.4.3. Alvéoles de cibles télécommandées et installations pour cibles mobiles.

Ces éléments sont protégés par des talus et des poutres de bois (cf. 3.4.1 ci-dessus). Les atteintes à ces installations par des coups directs ne sont possibles que si les talus de protection et les poutres sont détériorés. En conséquence, les dégâts éventuels doivent être réparés au plus vite.

3.4.4. Autres ouvrages (mise en œuvre de munitions explosives, aires de destruction immédiate et fosses à explosifs).

Les ouvrages destinés à la protection du personnel mettant en œuvre des munitions explosives susceptibles d'exploser prématurément sont définis :

- soit dans le TTA 263 ;
- soit par les notices techniques élaborées par la commission supérieure technique des champs de tir (CSTCT) et approuvées sous le timbre de la direction centrale du génie.

Toute dégradation susceptible d'entraîner des modifications dimensionnelles de l'ouvrage ou une diminution de sa résistance (fissuration par exemple) doit faire l'objet d'une remise à niveau.

Les aires de destruction immédiate, attachées aux champs de tir pour armes de combat rapproché avec munitions explosives, doivent être maintenues planes, décapées, sans trou ni bosse importants, afin de faciliter la recherche et la destruction de tout projectile non éclaté et ce, dans les conditions fixées par le TTA 207.

Lorsque des dégradations sont constatées, il y a lieu de remplacer les parements de protection, généralement en bois, et de reconstituer leur support (maçonnerie ou béton).

APPENDICE II.1.
POCÈS-VERBAL DE VISITE ANNUELLE D'UN STAND DE TIR (MODÈLE).

Conformément aux dispositions de l' instruction 602 /DEF/EMAT/BSI/ET 6602 /DEF/DCG/ EGP/BREG du 01 juillet 2001 , l'ouvrage désigné ci-dessous a fait l'objet de la visite prescrite par ledit texte.

Elle s'est déroulée en présence de :

A. Représentants du corps.

Officier de tir (grade, nom, prénom).

Chef de la section maintenance de l'infrastructure (officier chargé du casernement).

B. Représentant du service du génie (grade, nom, prénom, fonction).

Le chef du service local d'infrastructure (grade, nom, prénom).

C. Désignation de l'ouvrage (stand) ou du champ de tir.

Commune :

Département :

N° de l'immeuble :

Nom particulier (s'il y a lieu) :

1. CONTRÔLE DE LA RÉGLEMENTATION.

TTA 253 (détention et mise à jour ?).

TTA 207 (détention et mise à jour ?).

Régime et consignes du stand (détention et mise à jour ?).

Nota.

Toutes les actions d'entretien détaillées doivent figurer au cahier de consignes.

2. VISITE DU STAND.

2.1. Station de tir.

Contrôler plus particulièrement les éléments suivants :

- accès [dégagement, propreté, fonctionnement des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES...)] ;
- poste du directeur de tir (état général, fonctionnement du pupitre de commandes diverses...) ;
- plate-forme (état général...) ;
- tranchée de tir (contrôle, des panneaux mobiles pour les tirs à genou et couché, des créneaux ou baies de tir...).

2.2. Tunnel de tir.

Contrôler plus particulièrement les éléments suivants :

- bouches d'extraction des gaz brûlés (état, fonctionnement...) ;
- marquise (déformations, usure...) ;
- visière de la marquise (déformations, usure de la plaque de blindage, état des bois de protection...) ;
- pare-balles (déformations, usure de la plaque de blindage, état des bois de protection...) ;
- état des poutres en béton (impacts, éclatement du béton, ferrailage à nu...) ;
- zone de foulée (propreté, état du sable ou du revêtement de sol...) ;
- parados (conformité du profil, état des protections bois...) ;
- fosses ou alvéoles pour cibles (propreté, état, impacts...) ;
- pas de tir intermédiaire (marquage sur les murs latéraux, plots de positionnement des cloisons amovibles, propreté...) ;
- baies d'éclairage (état du béton translucide, dégradations diverses...) ;
- éclairage du tunnel de tir ;
- tranchée des marqueurs (état des bois de protection, du parados, des équipements divers...) ;
- éclairage des cibles.

2.3. Système d'arrêt des projectiles (butte de tir ou piège à balles).

2.3.1. Butte de tir.

Contrôler plus particulièrement les éléments suivants :

- date du dernier renouvellement de la butte ;
- nombre de coups tirés depuis cette date ;
- action à mener (renouvellement à programmer...) ;
- date de la dernière purge profonde ;
- nombre de coups tirés depuis cette date ;
- action à mener (purge profonde à programmer...) ;
- état du profil (ameublissement, reprofilage nécessaire...) ;
- état du système d'arrosage.

2.3.2. Pièges à balles.

Contrôler plus particulièrement les éléments suivants :

- état des rideaux en caoutchouc (remplacement...) ;
- propreté des pièges à balles (piège et conduit de décélération exempt de tout déchet de plomb ou de chemisage...) ;
- fonctionnement (fermeture) de la porte d'accès arrière ou des tiroirs de récupération des déchets de tir ;
- état des lames de séparation entre pièges (verticaux) (redressage, meulage...) ;
- état du groupe moto ventilateur (pour les stands équipés d'une station de dépoussiérage) ;
- état des gaines d'extraction ;
- état des cyclones et des caissons filtres à poches (contrôle des joints d'étanchéité...) ;
- date du dernier changement des filtres ;
- présence d'un bac de stockage des déchets de plomb.

2.4. Structure (parois et plafond).

État général (ragréage, étanchéité toiture, ...).

Parement de protection acoustique (nombre de panneaux ou surface à remplacer).

2.5. Systèmes de drainage (puisards).

État général (travaux effectués, travaux à programmer...).

2.6. Divers (liste non limitative).

Par exemple : aspect extérieur, état de la toiture, des descentes *EP*, état des portes, des locaux annexes, de la ciblerie, de l'éclairage, etc.

APPENDICE II.2.
PROCÈS-VERBAL DE VISITE ANNUELLE DE CHAMPS DE TIR (MODÈLE).

Conformément aux dispositions de l' instruction 602 /DEF/EMAT/BSI/ET - 6602 /DEF/DCG/EGP/BREG du 01 juillet 2001 , l'ouvrage désigné ci-dessous a fait l'objet de la visite prescrite par ledit texte.

Elle s'est déroulée en présence de :

A. Représentants du corps.

Officier de tir (grade, nom, prénom).

Officier *INFRA* (grade, nom, prénom).

B. Représentant du service du génie (grade, nom, prénom, fonction).

C. Désignation.

Commune :

Département :

N° de l'immeuble :

Nom particulier (s'il y a lieu) :

1. CONTRÔLE DE LA RÉGLEMENTATION.

TTA 261 (détention et mise à jour ?).

TTA 262 (détention et mise à jour ?).

TTA 263 (détention et mise à jour ?).

Régime extérieur (détention et mise à jour ?).

Régime intérieur commun et ses *PJ* (détention et mise à jour ?).

Régimes intérieurs élémentaires (faire le point des régimes en cours d'approbation, en cours de modification, etc.).

2. VISITE DES COMPLEXES DE CHAMPS DE TIR.

Procéder à la visite de l'ensemble des complexes en s'appuyant sur la liste des régimes existants et contrôler le terrain et l'infrastructure attachés à chacun d'eux.

Contrôler plus particulièrement les éléments suivants :

- positionnement et état des barrières ;
- respect du pancartage ;
- état des pas de tir ;
- état des ouvrages de tir (casemates, espaces clos...) ;

- matérialisation des capitales, des secteurs de tir le cas échéant ;
- présence et état des fanaux rouges fixes le cas échéant ;
- existence des fanaux mobiles ;
- état des zones de foulées (tonte à prévoir, désherbage...) ;
- zones d'objectifs, alvéoles, lignes de cibles, parados, protections bois... ;
- buttes de tir (état, respect de la cote initiale lorsque celle-ci est liée à l'utilisation de la *XMR* pour la détermination de la zone dangereuse, matérialisation de cette cote mini...) ;
- propreté et état des réceptacles (clôture, pancartage...) ;
- propreté et état des zones de mise en œuvre explosif ;
- propreté et état des zones de lancer de grenades (nivellement...) ;
- état des pistes d'accès, des parkings...

Exemple.

Complexe alpha :

TC 01 : *RAS*.

TC 02 : matérialiser la capitale.

TC 03 :

- changement des bois de protection devant les alvéoles de cibles ;
- refaire le pancartage ;
- curer les fossés.

MR 01 : *RAS*.

LR 01 : retirer les carcasses de char non utilisées.

TE 01 : état de la fosse à explosif..., travaux à entreprendre...

Etc.

Divers (liste non limitative).

Par exemple : des pancartes d'information, des grillages, des portails, de la ciblerie, etc.

(1) XMR : portée maximale des ricochets suivant la capitale de tir.

(2) XM : portée maximale d'une munition donnée.

ANNEXE III.

Figure 1. Projet de programme triennal de la maintenance spécialisée.

PROJET DE PROGRAMME TRIENNAL DE LA MAINTENANCE SPECIALISEE.

Date d'établissement du programme (année N — 1) :

EG de

Dép.	Garnison.	Emprise.	Unité.	Description des travaux.	Montant.

ANNEXE IV.

Figure 2. Compte rendu annuel d'exécution du programme triennal de la maintenance spécialisée.

COMPTE RENDU ANNUEL D'EXECUTION DU PROGRAMME TRIENNAL DE LA MAINTENANCE SPECIALISEE.

Année :

EG de

Dép.	Garrison.	Emprise.	Unité.	Estimation.	Description des travaux.	Mandaté.	Observations.

ANNEXE V.

Figure 3. Modèle de protocole.

MODELE DE PROTOCOLE.

Entre les soussignés :

Le _____, chef de corps du

et

Le _____, chef de l'établissement du génie de

Vu l'instruction n° 602/DEF/EMAT/BSI/ET - 6602/DEF/DCG/EGP/BREG du 1er juillet 2001 relative au maintien en condition de l'infrastructure de l'armée de terre,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Objet.

Le présent protocole a pour objet de fixer les modalités d'implantation du service local d'infrastructure (SLI), appartenant à l'établissement du génie de (à préciser) au sein du (à préciser) régiment stationné à (à préciser).

Article 2.

Durée.

Le présent protocole prend effet à compter du _____. Les modifications éventuelles feront l'objet d'avenants.

Article 3.

Mise à disposition de moyens matériels.

Le service local d'infrastructure est soutenu par l'établissement du génie de (à préciser) pour tout ce qui a trait directement à l'exercice de sa mission [moyens informatiques et téléphoniques, frais de déplacement, repas de service, véhicule (1), carburant...].

Le Xe régiment (à préciser) met à la disposition du service local d'infrastructure les locaux (2) suivants (à préciser) :

Il assure également le chauffage, le nettoyage et la maintenance courante de ces locaux.

L'état des lieux établi contradictoirement entre l'établissement du génie et la formation support est annexé au présent protocole.

(1) Le SLI dispose d'un véhicule mis en place par l'établissement du génie à partir d'une dotation réalisée par la région terre. Dans l'hypothèse où cette dotation n'est pas encore réalisée, le protocole doit préciser les modalités selon lesquelles un véhicule est mis à disposition du SLI, par la formation dans laquelle il se trouve implanté.

(2) Ces locaux, obligatoirement implantés à l'intérieur de l'enceinte du régiment, bénéficieront, dans la mesure du possible, d'un accès direct vers l'extérieur (accès plus aisé des entreprises).

Le service local d'infrastructure est connecté au réseau du « système automatisé des formations » (SAF) et/ou au réseau INTRANET du régiment.

Article 4.

Participation aux activités de la formation.

I. INSTRUCTION, ENTRAÎNEMENT, SPORT.

Le protocole doit préciser les modalités selon lesquelles le personnel du SLI participe aux activités de sport et de tir dans les créneaux horaires de la formation support (3).

Les tests COVAPI sont effectués avec la formation support. A l'issue, les résultats sont transmis par la formation à l'établissement du génie.

II. ACTIVITES DE COHESION.

Le protocole doit préciser les modalités selon lesquelles le SLI participe aux activités de cohésion, d'une part, de l'établissement du génie, d'autre part, de la formation support.

III. PERMANENCE ET SERVICE.

Le protocole doit préciser les modalités de participation éventuelles du SLI :

- au service de place et de garnison (4);
- aux permanences techniques assurées par l'établissement du génie.

IV. GRAND RAPPORT.

Le protocole doit fixer les conditions de participation du chef du SLI au grand rapport de la formation support dans laquelle il est implanté.

V. PRISES D'ARMES. COULEURS.

Le protocole doit préciser les modalités selon lesquelles le SLI participe aux prises d'arme et aux cérémonies des couleurs de la formation support.

VI. HORAIRES DE TRAVAIL.

Les horaires de travail du SLI sont ceux de l'établissement du génie à savoir : (à préciser).

VII. PARTICIPATION AUX ACTIVITES CULTURELLES ET SOCIALES.

Le protocole doit préciser les modalités de participation du personnel du SLI et de leur famille aux activités culturelles et sociales au titre des ayants droit de la formation support.

Article 5.

Tenue.

Le personnel du SLI porte la tenue et les attributs de son arme et de sa formation d'appartenance.

Article 6.

Carburant.

Le protocole doit préciser les modalités de fourniture de carburant au SLI ainsi que celles selon lesquelles l'établissement du génie procède au remboursement à la formation.

(3) Le SLI ne participe pas aux activités d'instruction et d'entraînement de la formation support.

(4) A l'exclusion de tout autre service de permanence au niveau de la formation support.

Article 7.

Hygiène, sécurité et condition de travail.

Le protocole doit prévoir le rattachement du SLI en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (HSCT), soit à la formation support, soit à l'établissement du génie, après avis du coordonnateur régional à la prévention de la région terre de rattachement qui en fixera les modalités d'organisation.

Article 8.

Alimentation.

Le personnel du SLI implanté sur une formation est ayant droit du cercle de la formation support.

Article 9.

Notation.

Le chef du SLI, lorsqu'il est militaire, fait l'objet d'un intercalaire de notation établi par le commandant de la formation au sein de laquelle il est implanté. Ce dernier s'entoure de l'avis des commandants des formations inscrites au plan de rattachement zonal de la formation support. Les sous-officiers sont notés en premier ressort par le directeur de l'établissement du génie.

Article 10.

Formations soutenues.

Les formations inscrites au plan de rattachement zonal sont les suivantes :

Fait à _____, le _____

*Le chef de corps
du Xe régiment du*

*Le chef de l'établissement
du génie de*

ANNEXE VI.
MAINTENANCE SPÉCIALISÉE.

Procédure et calendrier.

Période.	Autorité.	
		Année N - 2.
31 mai.	Directeur régional du génie.	Expression des besoins en crédits à mettre en place par anticipation pour l'année N + 1.
31 mai.	Directeur central du génie.	Proposition à l'EMAT de répartition, entre les différentes régions terre, des crédits de maintenance spécialisée.
Octobre.	Chef d'état-major de l'armée de terre.	Directive définissant la politique de maintien en condition de l'infrastructure (objectifs et priorités).
Novembre.	Directeur central du génie.	Directive aux directeurs régionaux du génie (copie aux commandants de région terre) pour l'année N.
Décembre.	Commandant de région terre.	Directive au directeur régional du génie.
Décembre.	Directeur central du génie.	Diffusion aux régions terre des prévisions de ventilation des crédits de maintenance spécialisée.
		Année N - 1.
Avant le 31 mai.	Directeur régional du génie.	Proposition du programme triennal de maintenance spécialisée des années N, N + 1 et N + 2 au général commandant la région terre.
Avant fin juin.	Commandant de région terre.	Approbation du programme de maintenance spécialisée pour l'année N.
Début juillet.	Directeur régional du génie.	Diffusion du programme de maintenance spécialisée approuvé de l'année N.
Juillet.	Direction centrale du génie.	Mise en place des crédits par anticipation de l'année N.
Octobre-novembre.	Chef d'état-major de l'armée de terre.	Diffusion de l'enveloppe budgétaire des crédits de maintenance spécialisée pour l'année N.
		Année N.
Janvier.	Établissement du génie.	Début des travaux de maintenance spécialisée.
		Année N + 1.
Avant le 1er avril.	Directeur régional du génie.	Compte rendu de l'année N adressé au commandant de région terre, avec copie à la DCG.

ANNEXE VII.
ENREGISTREMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE COURANTE.

Appendice VII.1. Travaux d'entretien courant.

Appendice VII.2. Travaux d'adaptation mineurs.

APPENDICE VII.1.

Figure 4. Modèle de registre des travaux d'entretien courant.

APPENDICE VII.1.

MODELE DE REGISTRE
DES TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT.

Immeuble n°

Année :

Page :

Numéro de la fiche de tâche ou de la lettre de commande.	Numéro d'identification.				Nature sommaire des travaux.	Dates.		Effectifs en hommes jours (1).	Dépenses effectuées en euros.										Observations.
	Fonction (2).	Bâtiment ou ouvrage.	Niveau.	Local.		Début des travaux.	Fin des travaux.		Véhicules à l'entreprise.	Travaux à l'entreprise.	Fournitures matériel.	Fournitures plomberie.						Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	

(1) A renseigner dans le cadre de travaux par régie.

(2) Classification par fonction (hébergement, alimentation, loisirs, commandement, soutien (zone technique), sport, instruction.

APPENDICE VII.2.

Figure 5. Modèle de registre des travaux d'adaptation mineurs.

APPENDICE VII.2.

MODELE DE REGISTRE
DES TRAVAUX D'ADAPTATION MINEURS.

Immeuble n°

Année :

Page :

Numéro de la fiche de tâche ou de la lettre de commande.	Numéro d'identification.				Nature sommaire des travaux.	Dates.		Effectifs en hommes jours (1).	Dépenses effectuées en euros.									Observations.
	Fonction (2).	Bâtiment ou ouvrage.	Niveau.	Local.		Début des travaux.	Fin des travaux.		Vérifications à l'entreprise.	Travaux à l'entreprise.	Fournitures matériel.	Fournitures plomberie.					Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19

(1) A renseigner dans le cadre de travaux par régie.

(2) Classification par fonction (hébergement, alimentation, loisirs, commandement, soutien (zone technique), sport, instruction.

ANNEXE VIII.
DISPOSITIONS PROPRES À CERTAINS IMMEUBLES.

1. IMMEUBLES UTILISÉS TEMPORAIREMENT. (1)

11. Généralités.

Certains immeubles ont vocation à être mis temporairement, en totalité ou partiellement, à la disposition de formations de passage pour leur stationnement ou leurs activités d'instruction. À l'égard de l'occupant désigné des lieux (groupement ou compagnie de camp, corps chargé d'un gîte d'étape, etc.), la formation de passage a les obligations d'un sous-locataire à l'égard d'un locataire. Elle doit, à ce titre, assurer tous les travaux de nettoyage (journaliers ou périodiques, notamment pour les installations de cuisine).

La maintenance courante reste intégralement à la charge de l'occupant. Néanmoins, les dégradations résultant d'un abus de jouissance, d'une négligence ou d'un défaut de soin caractérisé motivant des réparations, peuvent être imputées sur décision du commandement, en totalité ou en partie, à la formation de passage.

12. État descriptif des lieux.

Tout immeuble appelé à être mis temporairement à la disposition de formations de passage donne lieu à l'établissement d'un état descriptif des lieux.

Il y est indiqué, par bâtiment et par local :

- les installations fixes et les objets attachés au fonds ;
- les dégradations apparentes.

Y sont annexés :

- une copie de la liste des locaux par bâtiments ;
- une copie de l'assiette d'immeuble ;
- les plans correspondants du petit atlas.

Préalablement mis à jour avant la visite contradictoire, l'état descriptif des lieux est complété et renseigné au cours de la visite puis remis au représentant de la formation de passage.

13. Remise des lieux.

Les opérations de remise des lieux par l'occupant désigné à une formation de passage (ou tout autre usager temporaire) comprennent :

- la visite contradictoire des lieux ;
- la constatation de la concordance avec l'état descriptif des lieux, préétabli ;
- le relevé des éventuelles différences ;
- l'arbitrage du commandant d'armes sur les points de contestation ;
- la remise des clés ;
- la signature du procès-verbal de remise.

Le procès-verbal de remise, auquel est annexé l'état descriptif des lieux, est rédigé à l'issue de la visite contradictoire. Il mentionne :

- la remise des lieux, conforme à l'état descriptif ;
- la remise des documents (notices et instructions) sur le fonctionnement et l'entretien des installations attachées au fond, sur les servitudes et la police de l'immeuble ;
- les observations du nouvel usager sur les points contestés au cours de la visite contradictoire et qui n'ont pas été réglés par arbitrage du commandant d'armes.

14. Reprise des lieux.

Les opérations de reprise des lieux par l'occupant comprennent :

- la visite contradictoire des lieux ;
- la constatation de la concordance avec l'état descriptif des lieux établi à l'entrée ;
- le relevé des éventuelles dégradations ou détériorations ;
- les conclusions éventuelles de l'arbitrage du commandant d'armes pour les points donnant lieu à contestation ;
- l'établissement de la liste des dégradations nécessitant des travaux de nettoyage et de remise en état imputables à l'élément sortant ;
- la reprise des clés par l'occupant ;
- la signature du procès-verbal de reprise.

Le procès-verbal de reprise, auquel est annexée la liste de dégradations constatées contradictoirement, est rédigé à l'issue de la visite des lieux. Il mentionne :

- la conformité des lieux avec l'état descriptif établi à l'entrée ;
- la reprise par l'occupant des documents (notices et instructions) se rapportant aux installations, aux servitudes, à la police de l'immeuble, et la liste des documents manquants ;
- les observations de l'usager portant sur les points contestés qui n'ont pas été réglés par l'arbitrage du commandant d'armes et doivent donner lieu à des dépenses de remise en état.

15. Sanctions.

Toute détérioration ne résultant pas d'une usure normale donne obligatoirement lieu à une enquête pour en déterminer les responsabilités.

Les éléments d'appréciation au plan technique sont fournis au commandement par le service du génie.

En fonction des résultats de l'enquête, les fautes relevées donnent lieu, le cas échéant, à des :

- demandes de sanctions disciplinaires ;
- demandes d'imputation, totale ou partielle, des frais de remise en état à l'encontre de l'auteur de la détérioration ou à l'encontre de l'usager (2).

Les demandes de sanctions (et/ou) d'imputation sont adressées, avec l'avis du service du génie, au général commandant la région terre pour décision.

Les imputations à l'usager ne peuvent être prononcées que pour des travaux de remise en état consécutifs à des dégradations résultant d'un usage non réglementaire ou d'un abus de jouissance.

Le montant des imputations (3) prononcées est prélevé sur le budget de fonctionnement « activités » (code 92) de la formation concernée et versé au compte de l'occupant qui assure ou fait assurer les travaux de remise en état des lieux.

Dans le but de rendre l'installation conforme à son usage la région terre pourra décider, à titre conservatoire, de faire réaliser les travaux à partir de l'enveloppe réservée aux travaux urgents et non programmés gérée à l'échelon de la direction régionale du génie.

2. LOGEMENTS DOMANIAUX.

Les logements « défense » comprennent :

- les logements concédés par nécessité absolue de service (*NAS*) ;
- les logements concédés par utilité de service (*US*) ;
- les logements de répartition.

Les modalités de remise et de reprise des lieux, de surveillance de l'entretien de ces logements sont fixées par instructions particulières (4).

3. HÔTELS DE COMMANDEMENT.

Pour leur partie privative, pièces de réception exclues, les hôtels de commandement sont soumis au même régime que les logements domaniaux.

S'agissant des pièces de réception, la maintenance courante est assurée par la formation support, désignée à cet effet par la région terre, et la maintenance spécialisée est assurée par le service du génie.

4. CERCLES.

Les travaux et dépenses de maintenance courante dans les cercles sont proposés par le directeur qui dispose des moyens en personnel mis à sa disposition par le chef de corps en charge du cercle. Le directeur et le conseil d'administration du cercle sont chargés du contrôle de l'action du gérant.

Les travaux à réaliser sont inscrits au plan d'emploi des ressources (*PER*) établi chaque année pour l'année suivante, soumis au visa du service du commissariat et à l'approbation de l'autorité de tutelle. Le financement de tous les travaux et dépenses de maintenance courante est assuré par le budget de fonctionnement de la formation support.

En cours d'exercice, la commission peut être amenée à proposer au chef de corps concerné des mesures urgentes destinées à remédier à certaines déficiences de fonctionnement qui se révéleraient inopinément.

5. BÂTIMENTS POUR CADRES CÉLIBATAIRES (BCC).

Implantés dans l'enceinte d'un casernement avec, le cas échéant, un accès direct vers l'extérieur, les *BCC* ne sont pas considérés comme ayant un usage exclusivement privatif en raison des contraintes de surveillance, de discipline intérieure et d'utilisation qui leur sont propres (5).

Les travaux de dépenses de maintenance courante sont à la charge du corps. Ceux de maintenance spécialisée à la charge du service local d'infrastructure.

Cependant, le nettoyage journalier et périodique des parties communes (et éventuellement des chambres) peut être effectué par moyens civils (entreprise ou employés indépendants). Dans ce cas, le corps support procède au recouvrement d'une redevance mensuelle versée par chaque usager aux fins de régler les dépenses de nettoyage. Les dépenses consécutives à des réparations dues à l'usure normale ou à des détériorations accidentelles, autres que par malveillance ou négligence, sont supportées par le corps. Pour ces dernières, le chef de corps est habilité à prononcer des imputations dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

6. IMMEUBLES INOCCUPÉS.

6.1. Généralités.

Lorsqu'un immeuble se trouve temporairement inoccupé ⁽⁶⁾ (ou définitivement avant aliénation), les autorités territoriales sont responsables de sa sauvegarde et doivent prescrire en conséquence toutes les mesures pour en assurer sa surveillance.

Ces dernières visent :

Le gardiennage des immeubles.

Confié par le commandement territorial à une formation de la garnison (ou proche de celle-ci), il a pour but :

- de prévenir toute occupation illicite en interdisant les accès de l'immeuble aux personnes non accréditées ;
- de veiller au maintien de l'intégrité du domaine et de sa salubrité en interdisant toute action susceptible d'y porter atteinte (dépôt d'ordures, affichage, graffiti, actes de vandalisme, exactions...) ;
- d'effectuer les travaux de nettoyage élémentaires et de maintenance courant minimum afin de prévenir tout risque d'incendie ou de détériorations grave des bâtiments ou installations sous l'effet d'agents physiques extérieurs (pluie, neige, herbes, broussailles...).

La conservation des immeubles.

Cette mission incombe au service du génie qui effectue des visites périodiques et prend toutes les dispositions indispensables pour remédier aux dégradations et atteintes diverses constatées. Les travaux de conservation sont assimilables aux travaux de maintenance spécialisée indispensable pour préserver l'immeuble. Il fait effectuer la fermeture des bâtiments conformément à la décision ministérielle du 14 mars 1997 (6). Les clés sont conservées par l'unité désignée pour le gardiennage.

La conservation des documents et plans de site (atlas, registres, attestations de dépollution...).

En vue de leur remise au futur acquéreur.

(1) Camps nationaux, gîte étape...

(2) Celui-ci ayant la possibilité de prendre en charge directement les travaux de remise en état avec ses moyens propres (réalisation des travaux avec ses personnels ou règlement direct de leur facture, s'ils sont exécutés par l'entreprise).

(3) Les détériorations donnant lieu à des travaux importants dont le coût dépasse 0,5 p. 100 du budget de fonctionnement « activités » de la formation auteur de la dégradation ne sont imputables à celle-ci que dans la limite de ce pourcentage. La partie des dépenses de réparation excédant ce pourcentage est supportée selon les cas par les crédits mis à la disposition du service du génie pour l'entretien des immeubles (crédits titre III) ou par ceux réservés aux travaux d'équipement dont dispose l'autorité représentant l'attributaire de l'immeuble (titre V).

(4) Se reporter au BOEM 502*.

(5) À ce titre les chefs de corps seront en mesure de demander aux usagers de souscrire préalablement à l'entrée des lieux une assurance responsabilité civile.

(6) Mémento relatif à la gestion des immeubles inoccupés [décision ministérielle n° 500/DEF/EMAT/BSI/DOM - 3000/DEF/DCG/OPE/DOM du 14 mars 1997 (n.i. BO)].

ANNEXE IX.
DOCUMENTATION À DÉTENIR PAR LES FORMATIONS.

1. TEXTES.

Toute formation désignée pour occuper un immeuble et faisant réaliser, soit en régie, soit par entreprise, des travaux de maintenance infrastructure courant doit détenir les textes de base qui correspondent aux responsabilités de chef d'organisme employant des travailleurs exécutant des prestations relevant du bâtiment et des travaux publics et susceptibles d'accueillir des entreprises extérieures en étant éventuellement organisme contractant (formation disposant de crédit de masses).

2. DOCUMENTS TECHNIQUES.

En vue de l'exécution régulière de la maintenance courante de l'infrastructure le commandant de la formation occupante doit impérativement faire ouvrir et tenir à jour un certain nombre de documents techniques spécifiques de l'immeuble ou des immeubles dont il dispose.

Selon la structure de l'organisme, ces documents sont détenus en totalité par le chef de la section maintenance, pour partie, par un autre service notamment celui ayant à sa charge l'exploitation des installations concernées ou responsable d'un « domaine » bien particulier (la prévention contre l'incendie par exemple).

3. LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES.

Ces documents techniques sont, essentiellement, les suivants :

- le dossier d'ouvrages exécutés (*DOE*) remis par le service du génie ;
- le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages exécutés (*DIUO*) fourni par le service du génie dans le cadre des plans de sécurité, protection, santé (*SPS*) ;
- le registre des travaux d'entretien courant faisant ressortir par immeuble, par fonction, par bâtiment et par année : la nature sommaire, le calendrier, le coût des prestations et le mode de réalisation des travaux exécutés (cf. modèle en appendice VII.1). Tous les travaux modifiant l'état des lieux feront impérativement l'objet d'un croquis d'attachement et d'un transmis au service du génie pour la mise à jour des plans du petit atlas ;
- le registre des travaux d'adaptation mineure non spécialisés faisant ressortir par immeuble, par fonction, par bâtiment et par année : la nature, le calendrier, le coût des travaux effectués (cf. modèle en appendice VII.2) ;
- le dossier électrique servant notamment à enregistrer les vérifications effectuées, la liste des travaux de remise en état incombant à l'occupant et la suite qui leur est donnée, conformément aux prescriptions réglementaires [instruction particulière 15184 /DEF/DCG/EG/BREG du 10 décembre 1996 (BOC, 1997, p. 90) relative à l'habilitation des personnes intervenant sur les installations électriques et aux vérifications des installations électriques et des paratonnerres] ;
- le registre incendie servant à enregistrer les visites effectuées, la liste des travaux incombant à l'occupant et la suite qui leur est donnée, conformément aux prescriptions de l' instruction générale 3352 /DEF/DCG/T/EJTA du 06 décembre 1994 (BOC, 1995, p. 2123) relative à la protection contre l'incendie dans les immeubles relevant du service du génie pour l'exécution des travaux ;
- le livret de chaufferie dont l'ouverture est obligatoire lorsque la puissance totale installée est supérieure à 1000 thermies par heure (1162/kW) ; circulaire 20530 /DN/T/3/2/INT - 6564 /DCG/T/EG du 17 décembre 1971 (BOC/G, 1972, p. 295) modifiée ;

- la fiche de levage d'infrastructure prescrite par l' instruction 11300 /DEF/EMAT/DIV/LOG/EQUIP/GEN du 04 octobre 1982 (BOC, p. 4093) ;

- le registre relatif aux consommations des principales installations de l'établissement permettant d'en assurer le suivi.

ANNEXE X.
**CONDITIONS D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION DANS LES DÉPARTEMENTS ET
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, À DJIBOUTI ET AU SÉNÉGAL.**

(Ajoutée : 1^{er} mod.)

La présente annexe a pour objet de définir les conditions d'application de l'instruction à l'infrastructure des formations de l'armée de terre stationnées dans les départements et territoires d'outre-mer (*DOM-TOM*), à Djibouti et au Sénégal.

1. GÉNÉRALITÉS.

Les principes fixés par l'instruction en matière de soutien de proximité sont transposés dans les *DOM-TOM*, à Djibouti et au Sénégal. Ainsi, sous réserve des dispositions des points 1, 3 et 4 de la présente annexe, les définitions et les prescriptions générales ou techniques suivantes de l'instruction sont applicables dans les *DOM-TOM*, à Djibouti et au Sénégal :

- les définitions relatives au maintien en condition de l'infrastructure ;
- les attributions du commandement, du service d'infrastructure et des formations de l'armée de terre ;
- le contenu et l'organisation du soutien de proximité ;
- les modalités de programmation, de financement, d'exécution et de coordination du maintien en condition de l'infrastructure ;
- le contrôle de l'exécution du maintien en condition de l'infrastructure.

2. ATTRIBUTIONS DU COMMANDEMENT, DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE ET DES FORMATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE.

Les autorités concernées et leurs attributions sont différentes de celles de métropole. Ainsi, pour les *DOM-TOM*, Djibouti et le Sénégal :

- les attributions du directeur central du génie incombent aux directeurs centraux d'infrastructure concernés (*DCG* ou *DCTIM*) ;
- les attributions du général commandant la région terre ⁽¹⁾, sont exercées par le commandant des forces terrestres (*COMTERRE*) ;
- les attributions des directeurs régionaux du génie (*DRG*) et des directeurs d'établissement du génie (*EG*), à l'exception de l'ordonnancement, sont assurés par les directeurs de travaux (*DT*) outre mer.

Les directeurs de travaux sont « personne responsable des marchés » (*PRM*), les directeurs du commissariat ayant les attributions d'ordonnateur secondaire (*OS*).

3. CONTENU ET ORGANISATION DU SOUTIEN DE PROXIMITÉ.

les modalités de programmation, de financement, d'exécution et de coordination du maintien en condition de l'infrastructure sont celles en vigueur en métropole.

Le structures des sections d'entretien d'infrastructure des formations de l'armée de terre stationnées dans les *DOM-TOM*, à Djibouti et au Sénégal sont toutefois adaptées aux particularités de l'outre-mer.

3.1. Structure type des sections d'entretien infrastructure des formations.

La section d'entretien de l'infrastructure (*SEI*) est organisée selon la structure type suivante :

- un groupe de commandement commandé par un sous-officier ayant le brevet supérieur de technicien de l'armée de terre (*BSTAT*) maintenance de l'infrastructure ;
- un groupe casernement comportant un sous-officier ayant le brevet de spécialiste de l'armée de terre (*BSAT*) maintenance de l'infrastructure et un effectif de 14 personnes, engagés volontaires de l'armée de terre (*VDAT*), spécialistes dans certains corps d'État du bâtiment (électricité, menuiserie, plomberie, peinture...), et ouvriers du bâtiment (ouvriers d'État, ouvriers fonctionnaires ou personnels civils de recrutement local, *PRL*).

Les effectifs de la *SEI* sont adaptés en fonction de la surface hors œuvre développée (*SHOD*) à soutenir.

3.2. Les directions de travaux outre-mer.

Les directions de travaux (*DT*) sont soutenues en tout ou partie par les formations support de la zone de responsabilité du *COMSUP/COMFOR* conformément aux dispositions de l' instruction 9 /DEF/EMA/OL/2 du 05 janvier 1998 (BOC, p. 2323).

Ces directions de travaux, organismes à vocation interarmées, relèvent pour emploi du *COMSUP/COMFOR*. Elles relèvent de la direction centrale d'infrastructure concernée (*DCG* ou *DCTIM*) ou plan fonctionnel et technique, notamment pour l'organisation interne du service et la conformité aux réglementations financières, techniques et administratives en vigueur. Les directeurs de travaux assurent la fonction de *PRM* des marchés de travaux.

4. CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DU MAINTIEN EN CONDITION DE L'INFRASTRUCTURE.

Les inspections, la surveillance administrative et technique (*SAT*) ainsi que le contrôle du maintien en condition de l'infrastructure sont soumis aux mêmes règles qu'en métropole sous réserve des attributions de l'état-major des armées (*EMA*) et du commandement organique terre de l'outre-mer et de l'étranger (*CORTOME*).

Conformément aux dispositions de l' arrêté du 26 juin 1997 (BOC, p. 3885) modifié, et sous réserve des délégations de signature consenties :

- la surveillance administrative et technique (*SAT*) des formations de l'armée de terre (hors *OVIA*) est exercée par le commandement organique terre de l'outre-mer et de l'étranger (*CORTOME*) ;
- la surveillance administrative et technique (*SAT*) de chacune des directions de travaux outre-mer est de la responsabilité du directeur central du service d'infrastructure de rattachement.

Pour ce qui concerne la vérification de la régularité des actes d'administration et de gestion exercés par les directions de travaux outre-mer, les directeurs centraux d'infrastructure peuvent consentir une délégation de signature aux directeurs locaux du commissariat, ordonnateurs secondaires (2).

5. TEXTES.

Pour le soutien de proximité des formations de l'armée de terre stationnées dans les DOM-TOM, à Djibouti et au Sénégal, les textes applicables sont les suivants :

- décret 2000-559 du 21 juin 2000 (cité en 3^e réf.) portant organisation générale de l'armée de terre ;
- décret 2000-288 du 30 mars 2000 (cité en 1^{re} réf.) relatif à la gestion et à l'administration de l'infrastructure du ministère de la défense ;
- décret 2000-289 du 30 mars 2000 (cité en 2^e réf.) fixant les attributions du service du génie ;

- arrêté du 26 juin 1997 (BOC, p. 3885) modifié, relatif à la surveillance administrative et technique au sein des armées, de la gendarmerie nationale et des services interarmées ;
- arrêté du 21 septembre 2001 (BOC, p. 5546) portant application de l'article 21 du décret 2000-288 du 30 mars 2000 relatif à la gestion et à l'administration de l'infrastructure du ministère de la défense ;
- instruction 9 /DEF/EMA/OL/2 du 05 janvier 1998 (BOC, p. 2323) fixant les attributions et l'organisation des directions des travaux outre-mer ;
- instruction 1750 /DEF/EMAT/OE/ES/213 du 06 juillet 2000 modifiée (citée en 4^e réf.) relative à l'organisation du commandement dans l'armée de terre ;
- circulaire 385 /DEF/EMAT/LOG/DL du 22 février 2001 (cité en 5^e réf.) relative à la surveillance administrative et à la surveillance technique des formations administratives dans l'armée de terre ;
- directive n° 674/DEF/EMA/EMPLOI/4/NP du 3 juillet 2001 (n.i BO) relative à l'organisation du commandement interarmées permanent hors du territoire métropolitain ;
- instruction 2021 /DEF/DCG/EG/BREG du 22 février 2001 (BOC, p. 6199) relative à la surveillance administrative et technique au sein de la chaîne du service et du génie ;
- instruction n° 518/DEF/EMAT/OE/ORG/1/311 du 2 avril 2002 (n.i BO) relative aux attributions du commandement organique terre de l'outre-mer et de l'étranger ;
- directive générale n° 94/DEF/EMAT/MG/COORD/OM du 9 avril 2002 (n.i BO) relative à l'exercice du commandement des forces terrestres par les *COMTERRE*, adjoints terre des *COMSUP/COMFOR* ;
- instruction 1560 /DEF/EMA/OL/2 du 16 juillet 2002 (BOC, p. 7553) relative à l'organisation des commandements interarmées permanents outre-mer et à l'étranger.

(1) Telles qu'énumérées au point 3.2.1 de la présente instruction, à l'exclusion de la surveillance administrative et technique (SAT) (cf. point 4 de la présente annexe).

(2) Cf. instruction 9 /DEF/EMA/OL/2 du 05 janvier 1998 (BOC, p. 2323), fixant les attributions et l'organisation des directions des travaux outre-mer.